

# La Brèche

organe bimensuel du  
Parti Socialiste Ouvrier (PSO)  
section suisse de la IV<sup>e</sup> Internationale

Catastrophes nucléaires:

## 370 TCHERNOBYL

La catastrophe de Tchernobyl replace le débat nucléaire au centre de l'actualité. Et c'est heureux car, ce débat-là, le lobby nucléaire n'en veut rien savoir. La conspiration du silence est sa meilleure alliée. En témoigne le black-out systématique de l'information après chaque accident nucléaire.

1969: la centrale expérimentale de Lucens connaît un début de fusion à la suite d'une rupture dans le circuit de refroidissement. Il faudra attendre 1972 pour que le réacteur soit démonté, 1977 pour pouvoir lire un premier rapport et 1979, dix ans après, pour disposer d'un rapport final. L'accident certes était bénin comparé à celui de Tchernobyl, mais la politique de désinformation, elle, déjà bien présente. Même scénario lors de l'accident de la centrale américaine de Three Mile Island, le 28 mars 1979. Pendant plusieurs jours, alors qu'à partir d'une fusion partielle du cœur on frôlait un accident grave, les responsables se sont ingéniés à minimiser le danger. "Il n'y a eu là rien de catastrophique ni rien qui n'ait été prévu", affirmait John Herbein, vice-président de la firme propriétaire de la centrale.

Avec Tchernobyl et le silence des dirigeants, les autorités soviétiques mènent le même jeu scandaleux. Ceci souligne, s'il était besoin encore, la nécessité d'un large mouvement antinucléaire indépendant, à l'Est comme à l'Ouest. Mais c'est faire preuve d'une sérieuse hypocrisie que de prétendre qu'un pareil accident est impossible chez nous, que Tchernobyl est dû aux seules déficiences techniques et scientifiques de l'URSS. Ainsi nombre de commentateurs s'empressent de prendre la défense de l'option nucléaire. "Est-il raisonnable de profiter de l'occasion pour tirer à boulets rouges sur le nucléaire?" s'interroge un éditorialiste du *Matin* (30 avril 1986).

Voilà justement le fond du problème. L'accident de Tchernobyl remet crûment en lumière les dangers potentiels énormes de l'énergie atomique. Cette "publicité"-là, le lobby nucléaire tient à l'éviter au maximum. Car toute l'option nucléaire, à l'Est comme à l'Ouest, apparaît pour ce qu'elle est: dangereuse, non maîtrisée, hypothéquant gravement l'avenir. Rappelons une donnée toute simple. La Commission de réglementation nucléaire des Etats-Unis a conclu, en 1982, que la probabilité de fusion du cœur d'une centrale (cas de Tchernobyl, de Lucens ou de Three Mile Island) est de 1 sur 500. Cette probabilité signifie qu'un tel accident (le plus grave!) est donc possible une fois par an s'il y a 500 réacteurs en service. On en comptait 275 en fonction en 1982; il y en a 370 aujourd'hui, 540 sont prévus pour 1992!

Depuis des années, le mouvement antinucléaire avait prévu la possibilité d'une pareille catastrophe. Cette prévision, Tchernobyl le souligne tragiquement, n'avait rien d'exagérée. La multiplication des centrales nucléaires augmentera d'autant le potentiel de dangers. C'est dire l'urgence de l'arrêt du programme nucléaire ou, pour le moins, d'un moratoire immédiat. En tout cas, après Tchernobyl - la réaction des populations européennes en font foi - plus rien ne sera comme avant.

La Brèche

"TERRORISME INTERNATIONAL" :

# L'HYSTÉRIE DE



# RAMBO-REAGAN

UNION SOVIÉTIQUE :

СЪЕЗД  
КПСС

Gorbatchev:  
quelles réformes?





## EXPO- PHOTOS

**UNI II**  
24, rue du Général-Dufour

du 14 au 31 mai 1986

de 8 h à 22 h  
samedi de 8 h à 13 h  
dimanche fermé

**PEUPLE SAHRAOUI**  
**PEUPLE DÉFI**

organisé par le comité de soutien au peuple sahraoui

Genève:

**ENC'86 TRADE FAIR, LE  
DERNIER SALON OÙ L'ON  
CAUSE DU NUCLÉAIRE**

Foire nucléaire à Genève

Du 1er au 6 juin 1986, une foire-exposition — ENC'86 TRADE FAIR — sur la technologie nucléaire se tiendra à Palexpo. Des milliers de spécialistes du monde entier tiendront des conférences pro-nucléaires et discuteront des moyens de faire passer leurs arguments dans l'opinion publique. Des centaines d'exposants, de l'Est comme de l'Ouest, chercheront à vendre leur matériel aux pays du Nord comme à ceux du Sud dans un gigantesque "salon du nucléaire". Ils entendront ainsi relancer le marché du nucléaire qui est actuellement en perte de vitesse.

Provocation

Cette foire-exposition constitue une provocation vis-à-vis de la majorité de la population genevoise. C'est pourquoi l'ensemble des groupes et partis anti-nucléaires genevois se sont rassemblés en association (CONTRATOM) pour coordonner les activités d'opposition à cette foire.

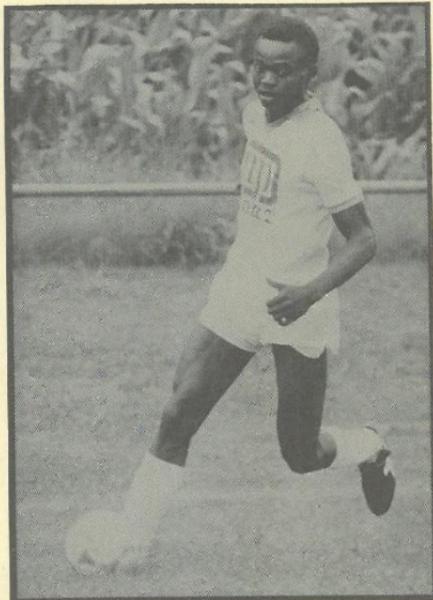
Le spectre de Verbois

Si ENC'86 Trade Fair se tient à Genève, ce n'est sûrement pas un hasard. La volonté de promoteurs du nucléaire est claire: d'une part, ils veulent tester la détermination et la résistance des Genevois, d'autre part, les préparer psychologiquement à l'éventuelle construction de Verbois Nucléaire.

A nous de leur montrer que notre détermination n'a pas fléchi.

- Venez à la manifestation du dimanche 1er juin à Palexpo
- Venez à la contre-conférence du 5 juin à 20 h. à Uni II
- Versez Fr. 10.— pour un encart dans la presse contre ENC'86 Trade Fair.

CONTRATOM: 6, rue du Prince - 1204 Genève -  
CCP 12-13446-0



Réfugiés:

### NOUVELLES EXPULSIONS

Judi 17 avril 1986, deux Zaïrois, Jerry Kadima et Dieudonné Mukendi étaient expulsés vers le Zaïre. La demande de permis humanitaire était encore pendante.

Au Zaïre, après avoir été trois jours en prison, ils se cachent et sont surveillés par la police. Un mouvement de solidarité se développe dans le Nord Vaudois et à Neuchâtel pour exiger leur retour en Suisse.

Jerry travaillait à St-Blaise chez Fael et Dieudonné à la Maison de retraite de Bru à Grandson. Le comité de soutien regroupe SOS-Asile, SOS-Racisme et le Football Club Yverdon-Sports, club où Jerry jouait. Le comité a recueilli 6000 signatures sur une pétition et plusieurs milliers de francs pour payer le billet de retour.

Le canton de Neuchâtel a repoussé d'un mois la décision d'octroi d'un permis pour Jerry, la campagne se poursuit jusqu'à leur retour.

Correspondant

### SOS RACISME

Nous signalons l'existence de *La lettre de SOS Racisme Vaud*, reçue à notre rédaction. Le numéro deux, paru le 1er Mai, nous parle, entre autres, de l'exposition d'information sur l'apartheid et l'Afrique du Sud montée par SOS Racisme Vaud, de la pétition pour une place Nelson Mandela à Lausanne, de Jerry Kadima (voir ci-contre). Pour devenir membre de SOS Racisme Vaud et recevoir *La lettre*, écrivez à SOS Racisme Vaud, "Touche pas à mon pote", case postale 457, 1401 Yverdon, et versez Fr. 10.— au CCP 10-16487-3.

### LAUSANNE: TABLE RONDE

A l'occasion de son assemblée générale 1986

La Section vaudoise de la Ligue suisse des droits de l'homme (LSDH)

organise une table ronde sur le thème:

### PSYCHIATRIE ET DROITS DE L'HOMME

avec:

Dr Barthold Bierens de Haan, psychiatre et chirurgien à Genève  
Me Jean Lob, avocat, Lausanne  
Dr Claude Miévielle, médecin-chef du secteur psychiatrique

Est vaudois

M. Michel Thévoz, conservateur de la Collection de l'Art brut, Lausanne

Le jeudi 22 mai à 20 h 15 à la Salle des Vignerons du Buffet de la Gare, Lausanne

Pour tout renseignement: LSDH/VD case 349, 1000 Lausanne 17

### Tournée en Suisse romande de l'ensemble avec chœur KARUMANTA

vendredi 23 mai, Delémont, Halle de gymnastique.

vendredi 30 mai, Fribourg, Maison de paroisse de Saint-Pierre.

samedi 31 mai, Lausanne, Salle Saint-Jean.

vendredi 6 juin, Genève, Temple de la Fusterie.

*Karumanta* ("ceux qui viennent de loin") jouera "Aprendi a volar", pièce musicale de Jorge Radic. *Karumanta* joue aussi dans les principales villes de Suisse alémanique.

## SOMMAIRE

### EDITORIAL

Catastrophes nucléaires: 370 Tchernobyl 1

### POLITIQUE

Suisse - Turquie: investissements sur fond de dictature 3

GRE: aide fédérale à BBC. Interview 3

Elections bernoises: le PSO au Grand Conseil 8

Banques et fisc: arnaque bancaire 8

### SOCIAL

Des paysans fribourgeois solidaires du Nicaragua: "Créer une solidarité directe." Entretien 4

La population sous contrôle policier: le filet se resserre 5

Capitalisme et crise 5

### DOSSIER

XXVIIe Congrès du PCUS: Gorbatchev, quelles réformes? 6-7

### INTERNATIONAL

NICARAGUA: témoignages sur la contra "Terrorisme international": l'hystérie reaganienne de "l'Occident libre" 9

ALLEMAGNE FÉDÉRALE: une loi antisyndicale. Interview 10

Notes internationales 10

### À LIRE

Un livre d'Yves Lacoste: le tiers monde n'est pas une évidence 11

### L'ÉVÈNEMENT

N... comme Nestlé: le profit avant la vie 12

## abonnez-vous

### Abonnements à La Brèche:

une année, enveloppe ouverte 55.—

une année, enveloppe fermée 65.—

une année, étranger (Europe) 80.—

abonnement de soutien 100.—

abonnement d'essai (7 num.) 13.—

(au lieu de 17 fr. 50)

### Administration:

La Brèche, case postale 858

1211 Genève 3

CCP 10 - 25 669

### Rédaction:

La Brèche, 3, rue Chaucrau

1003 Lausanne, 021/ 20 98 49

Éditeur responsable C.A. Udry

Imprimerie CEDIPS, Lausanne

Si nos activités et notre politique vous intéressent: **prenez contact**

Parti Socialiste Ouvrier (PSO) section suisse de la IV<sup>e</sup> Internationale

### Adresses des sections romandes

Parti socialiste ouvrier (PSO) / La Brèche

case postale 13, 2500 Bienne 4, 032 / 22 95 47

case postale 829, 2301 La Chaux-de-Fonds

case postale 28, 1700 Fribourg 6

case postale 858, 1211 Genève 3, 022/20 68 02

3, rue Chaucrau, 1003 Lausanne, 021/23 05 91

case postale 82, 1020 Renens VD 1

case postale 1532, 2002 Neuchâtel

case postale 485, 1400 Yverdon

### FRIBOURG: "LE NICARAGUA DOIT SURVIVRE"

Pourquoi des Suisses s'engagent-ils au Nicaragua?

Que veut Reagan en soutenant la contra?

Pourquoi une campagne "Nicaragua doit survivre"?

Venez vous informer et vous divertir le

**VENDREDI 23 MAI à 19 h.**  
Grande salle Ste Thérèse

19 h. Conférence - Débat avec la présence de Charles-André Udry, journaliste et économiste Bernard Borel, médecin qui vient de rentrer du Nicaragua après 5 ans de vie passée là-bas

21 h. Musique - Danse avec le groupe America Libre Boissons et cuisine

Entrée: Fr. 5.—

Le bénéfice servira à envoyer le matériel récolté pour le Nicaragua.

Organisé par:

Comité Amérique Centrale-Fribourg, CUT, ACAR, Frères sans Frontières-Fribourg

Soutenu par:

Magasin du Monde-Fribourg, Jeunesses socialistes fribourgeoises, JEC-Fribourg, SOS Racisme

Léon Trotsky

## ÉCRITS

1928-1940

TOME III

LA TRAGÉDIE DE LA CLASSE OUVRIÈRE ALLEMANDE

écrits de Léon Trotsky  
**SUR LE FASCISME**

Cet ouvrage de 400 pages regroupe les écrits de Léon Trotsky sur la question du fascisme en Allemagne.

Il est disponible au prix de 33 francs à Veritas Verlag, Postfach 355, 8031 Zurich.

## Garantie des risques à l'exportation (GRE):

**L**a Suisse entretient les meilleures relations économiques avec la Turquie des militaires. Le 23 avril dernier, le Conseil fédéral y ajoutait une nouvelle contribution: l'octroi à Brown Boveri (BBC) d'une garantie aux risques à l'exportation (GRE) de 710 millions de francs pour aider cette entreprise à décrocher le contrat de construction de la centrale électrique de Marmara. En ignorant les critères les plus élémentaires d'une véritable politique de développement (voir notre interview ci-contre) et pour un pays dont les prétendus progrès "démocratiques" s'accompagnent de multiples violations des droits de l'homme, comme le signale une fois de plus Amnesty International dans son rapport 1985.

Mais c'est une habitude swiss made, bien rodée depuis le putsch militaire du 12 septembre 1980. Depuis lors les trusts belvétiques ont multiplié par treize leurs investissements en Turquie. Aujourd'hui la Suisse est le premier investisseur étranger dans ce pays (51 entreprises). Déjà pour le projet pharaonique du barrage Atatürk sur le fleuve Euphrate, les firmes suisses (BBC, Sulzer, Escher-Wyss), se sont précipitées. Avec la bénédiction de la Confédération puisque celle-ci débloquent 500 millions de la GRE pour garantir les investissements.

Or cette aide fédérale, très appréciée des bureaux turcs, se met au service d'une politique d'austérité "sai-

## Investissements sur fond de dictature

gnante" pour les plus pauvres. La "philosophie" économique de Turgut Özal (premier ministre turc) s'inspire directement du Fonds monétaire international. Les prolongements en sont connus: réduction draconienne des salaires, appauvrissement de larges secteurs de la population, etc. En termes concrets, cela se traduit par une baisse sensible du revenu par habitant qui est passé de 1544 dollars en 1980 à 980 dollars (2700 francs) en 1984. Ajoutons-y une inflation de 50% et on mesurera le coût social terrible pour les salariés turcs.

Cette orientation économique cependant présupposait la destruction du mouvement ouvrier turc. Voilà une des fonctions du coup d'Etat militaire de 1980. Pas un hasard si la première cible fut la DISK (Confédération des syndicats autonomes progressistes). 1474 syndicalistes attendent encore le résultat de leur procès. Ils risquent de 7 à 20 ans de prison. Syndicalisme, organisations de gauche et d'opposition restent les ennemis à abattre pour le gouvernement turc. Tous les moyens sont bons, y compris la Constitution qui stipule l'interdiction de se syndiquer pour les employés du public, l'autorisation des grèves pour autant que les bonnes intentions (!) des grévistes soient manifestes et qu'elles n'occasionnent ni retard, ni pertes financières... Et pour 1986, Turgut Özal prévoit la suppression du salaire minimal, l'extension du travail à domicile (pas reconnu officiellement comme un emploi, donc nullement réglementé), la création de zones libres de production (exemptées d'impôts et de taxes douanières). En bonne logique libérale, quoi!

Les multinationales helvétiques, avec l'aide fédérale, profitent pleinement de cette politique. En sachant pertinemment ce qu'elle implique en matière de violation des droits de l'homme et de coûts sociaux. L'ambassadeur suisse à Ankara, Jean Maillard, ne déclarait-il pas au Nouvelliste du Rhône (10 mars 1984): "L'armée est peut-être la seule institution disciplinée en Turquie. Je crois que les Turcs sont, par nature, un peuple indiscipliné, ils n'ont pas de discipline personnelle". Une bonne dictature militaire pour vous remettre ces gens au travail...! Et ce sont les mêmes personnes qui dénoncent les réfugiés turcs comme des profiteurs indignes de l'asile suisse. Question cynisme, on atteint rarement pareil sommet. Car le Conseil fédéral et ses complices de la grande industrie travaillent la main dans la main avec les fauteurs de réfugiés.

P. Girardet



Suisse - Turquie:

## AIDE FÉDÉ- RALE À BBC

Brown Boveri (BBC) est en pleine bataille de concurrence pour emporter le contrat de construction de la centrale thermique de Marmara en Turquie. Cette énorme usine électrique (une production prévue de 1200 megawatts), représente en effet une alléchante affaire. Le coût avoisinera les 2,8 milliards de francs. Aussi BBC a-t-elle demandé à la Confédération l'octroi d'une garantie des risques à l'exportation (GRE). Le Conseil fédéral vient de répondre: il l'accorde pour 710 millions de francs. Substantiel coup de pouce pour BBC! Mais au mépris de l'avis négatif de plusieurs associations d'aide au tiers monde, dont la Déclaration de Berne, qui s'opposent tant au projet Marmara qu'à l'aide de la Confédération. Nous avons demandé à Pier Luigi Giovannini, économiste et secrétaire à la Déclaration de Berne, de nous expliquer en quoi le projet Marmara va à fin contraire d'une réelle politique de développement.

**La Brèche:** La Déclaration de Berne ainsi que d'autres associations d'entraide ont combattu le projet Marmara et l'attribution par la Confédération de la GRE. Quelles étaient les raisons de votre opposition?

**Pier Luigi Giovannini:** Plusieurs raisons nous ont amenés à cette position. Il y a encore dix ans, on aurait peut-être pu comprendre ceux qui soutenaient un pareil projet. Mais depuis, une série d'expériences ont été faites dans le tiers monde qui démontrent que des projets mammoth comme celui de Marmara sont complètement en dehors des possibilités de développement de ces pays. Tout d'abord, il s'agit d'un énorme projet centralisé qui exigera une quantité d'infrastructures très importantes pour distribuer l'énergie électrique. Conséquence logique: la distribution de l'électricité sera, elle aussi, centralisée et ne profitera donc pas aux campagnes, mais essentiellement aux villes et aux centres sidérurgiques. Ceci va à l'encontre de tout ce qui se fait en matière de développement, c'est-à-dire favoriser le développement des campagnes plutôt que la croissance anarchique des villes.

Il y a un deuxième argument. Ce genre de projet a une rentabilité économique à très long terme, sur 20, 30 ou même 40 ans. Or le financement, lui, est assuré à court terme: cinq, voire dix ans. Cette collision entre rentabilité à longue échéance et financement rapide amènera des difficultés insurmontables.

Une troisième raison est d'ordre écologique. Ce type de centrale demande un dispositif assez onéreux pour protéger l'environnement. Dès l'apparition des difficultés financières, il est probable que les mesures de sécurité et

de protection de l'environnement seront les premières sacrifiées.

\* La Turquie a déjà une dette extérieure très lourde (28 milliards de dollars). Dans quelle mesure la centrale électrique de Marmara accentuera ce problème?

— Comme la rentabilité de ce projet — s'il est rentable — ne le sera qu'à long terme, la Turquie, d'une part, devra auparavant trouver en argent local les fonds pour le financement et, d'autre part, obtenir en devise le montant pour le remboursement. Dans le premier terme, concernant la rentabilité économique à l'intérieur même du pays, l'Etat devra prélever sur d'autres dépenses pour faire face à ses engagements. Ceci promet un futur programme d'austérité extrêmement pénible pour les années à venir... Le deuxième terme, à savoir l'obtention de devises, implique une orientation de la production vers les marchés extérieurs afin de se procurer les francs suisses nécessaires pour le remboursement des dettes. Or la situation de la Turquie est telle que la priorité devrait être donnée aux besoins de la population. En outre, la Turquie ne dispose pas d'assez d'argent pour soutenir ses industries d'exportation de façon à les rendre concurrentielles sur le marché international. D'où de graves problèmes pour dégager des devises et payer les dettes. Ainsi la crise d'endettement de ce pays ne peut que s'accroître.

\* Peux-tu préciser en quoi ce projet ne répond pas aux besoins réels de la population?

— Les besoins de la population turque sont de deux ordres: du travail et des revenus; de l'énergie. Pour qu'il y ait travail et revenus, il faut des projets intensifs en travail et non pas en capital. Des projets

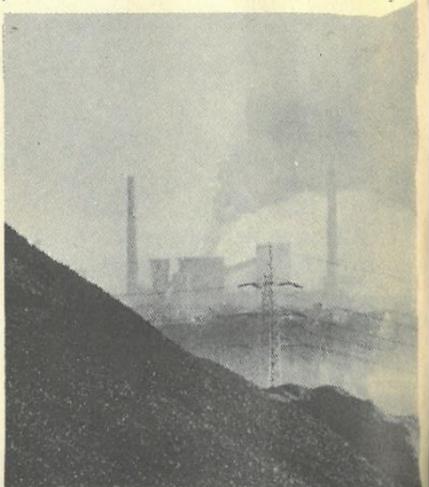
décentralisés qui permettent au maximum de gens de se fournir en électricité une fois que celle-ci est produite. Le projet Marmara est exactement à l'inverse de ces exigences.

Une alternative à ce gigantisme est à rechercher dans la construction d'une multitude de petits barrages, de petites centrales décentralisées. Ce qui, on le sait d'expérience, diminue énormément les frais de distribution de l'électricité et en augmente les bienfaits.

\* La GRE est donc avant tout une aide aux entreprises suisses d'exportation?

— La GRE a été instituée non pas pour venir en aide au tiers monde, mais bien pour appuyer les entreprises suisses. A l'instar du reste de ce qui se fait dans la plupart des autres pays occidentaux industrialisés. Mais rien n'interdit à la GRE de prendre en compte les problèmes de développement. Je suis convaincu, pour ma part, que de bons projets de développement participent à une amélioration du bien-être chez nous et dans les pays concernés. Nous avons demandé lors de la révision de la loi sur la GRE que l'on tienne compte des critères de développement. Ceci n'avait été accepté que pour les pays les plus pauvres (une trentaine environ). Mais au moins on aimerait que la GRE ne serve pas à des projets dont on sait d'avance qu'ils auront des effets néfastes sur le développement.

Propos recueillis par  
Pietro Boschetti



La centrale de Marmara fonctionnera à base de charbon.

Des paysans suisses solidaires du Nicaragua:

# «CRÉER UNE SOLIDARITÉ DIRECTE»



Inerfoto

\* Entretien avec Charles et Martin, paysans fribourgeois \*

Dimanche 13 avril à Romont, quelque 150 personnes, en majorité des paysans de la région, participaient à une soirée de rencontre avec Chantal Bianchi, la compagne de Maurice Demierre, le coopérant suisse assassiné au Nicaragua par la contra. Des paysans suisses solidaires du Nicaragua! Le fait peut paraître surprenant, mais quand ils parlent de leur solidarité, elle exprime des vérités profondes, tant sur l'injustice de la guerre menée par Reagan que sur leur lutte ici, pour le droit d'être reconnus à part entière comme producteurs indispensables à la vie de tous les jours de notre société. *La Brèche* a rencontré deux d'entre eux, Charles et Martin, membres de l'Union des Producteurs Suisses (UPS)<sup>1</sup>.

*La Brèche:* Comment des paysans suisses en viennent-ils à se sentir solidaires du Nicaragua?

*Charles:* Le moteur de départ ici a été Maurice Demierre. Maurice, je le connaissais depuis longtemps, il a

grité et on savait qu'il n'avait pas peur. Quand Maurice était au Nicaragua, il nous a écrit, expliqué ce qu'il a vécu. On savait qu'il disait la vérité. Il nous disait que la meilleure façon d'être solidaires était de continuer la lutte chez nous.

opprimé où les gens ne pouvaient pas dire et faire ce qu'ils voulaient. J'ai été en Colombie et j'ai vu la terre tenue par les grands propriétaires terriens. Partout, ne pas pouvoir travailler la terre est le plus grand drame: l'industrialisation élimine le paysan. Et là-bas, le paysan ne peut même pas avoir la terre. On l'extermine, on le fait crever de faim.

## Un exemple de solidarité concrète

Ici, Maurice était très connu dans la région. Il a travaillé dans différentes fermes. Les gens connaissent son honnêteté et ce qu'il disait a permis de faire comprendre les choses ici. Maurice, c'est le plus bel exemple d'aide concrète qui respecte les gens, qui part de leurs expériences. On a trop voulu imposer nos méthodes à l'européenne et ça a détruit l'autonomie de ces régions. Maurice avait cette patience de se mettre à la portée des gens. Et ici, ce qu'il racontait a fait avancer les choses, sans brusquer les gens. On disait: si on veut donner raison à Reagan, il faut considérer Maurice comme un menteur. Et pour oser le faire, il faut être un bien triste sire.

\* Les gens perçoivent-ils que le Nicaragua n'est pas un pays du tiers monde comme les autres, mais une révolution qui distribue la terre aux paysans?

*Charles:* Donner la terre à ceux qui la travaillent, si ça peut se faire c'est formidable. Mais j'ai un peu peur, parce que les gros lions ne lâchent jamais, en tout cas pas sans mordre.

*Martin:* Là-bas, le mouvement est assez fort pour imposer une évolution. C'est la force de la base, les peuples sont plus forts que les gouvernements. Partout c'est le même problème. On méprise les travailleurs de la terre. On veut vider les campagnes, tout industrialiser. Et ça mène où? On a fait une action de solidarité avec des paysans d'Andalousie. C'est un pays fertile, mais la terre est tenue par les grands propriétaires et les paysans se retrouvent au chômage. Même aux Etats-Unis aujourd'hui, les petits paysans sont acculés et certains se suicident.

*Charles:* J'arrivais à comprendre que Maurice était engagé dans une révolution. Mais la grande partie des gens ne l'ont jamais compris. Ils perçoivent par contre très bien l'injustice qui va jusqu'à tuer des paysans.

*Martin:* Il faut se mettre dans la mentalité du paysan. Elle est très contradictoire. Les paysans sont méprisés, comme les autres travailleurs, au profit des banques, des intellectuels. Ils sentent bien que ça va mal, mais ils pensent que c'est le voisin qui sera éliminé et pas eux. Il faut réveiller leur conscience, car ils ne savent pas dans combien de temps cela leur arrivera à eux aussi.

## Créer un lien entre les peuples

\* Au fond, la solidarité pour vous c'est aussi faire prendre conscience de sa situation au petit paysan, et pas seulement une action de charité.

*Charles:* Tout sauf une solidarité-charité. Notre lutte ici est la même que là-bas: défendre notre bien, notre terre. Sans être toujours à la remorque de quelqu'un, d'une banque à qui il faut verser des intérêts.

*Martin:* Etre reconnu pour la fonction qu'on a, nous paysans, dans la société. Il faut essayer de défendre toute la collectivité au lieu que chacun essaye de produire toujours plus. Parce que ça marche combien de temps? Pour produire plus, il faut investir, puis acheter de nouvelles terres et payer des intérêts à la banque. Le coût de l'exploitation augmente sans cesse, tandis que le petit paysan est plus proche de la terre, plus facile à maintenir et à défendre.

La solidarité crée des liens entre les peuples. Ce qui est important, c'est de sortir des lignes officielles, des grandes organisations d'entraide. Créer une solidarité directe avec des groupes de base, en s'en foutant des gouvernements qu'ils soient de gauche ou de droite. Jumeler des villes, comme ils le font à Delémont

avec Trinidad au Nicaragua, ça c'est excellent.

\* Vous avez participé à l'action de vente des bananes du Nicaragua. Cette action a-t-elle donné l'occasion d'expliquer ce qui se passe au Nicaragua?

## C'est la liberté des gens qui est en danger

*Martin:* Ici, le village a 200 habitants. On a pris quatre cartons. Le laitier a accepté de les vendre dans son magasin. Elles sont toutes parties. Les femmes voulaient en avoir pour la soupe du carême, pour remplacer la pomme qu'on donne d'ordinaire. Mais il y en avait déjà plus assez. On a expliqué l'action par sympathie pour Maurice et par solidarité avec le Nicaragua. Il n'y a pas eu de grandes discussions, mais gentiment les choses évoluent.

Pour certains, Reagan veut détruire le Nicaragua. D'autres ne veulent pas l'admettre, en fait par peur pour leur situation. Ils se disent: si c'est vrai, on va se mettre à dos l'Amérique et ils ne veulent pas se la mettre à dos. C'est une façon de se libérer du problème, mais ces gens ne sont pas francs. D'ailleurs, c'est Reagan qui est en cause, pas tout le peuple américain. Je sais que beaucoup d'Américains sont solidaires du Nicaragua. J'ai toujours été révolté par l'injustice, déjà à l'école quand le régent punissait à tort. Au Nicaragua, c'est la liberté des gens qui est en danger.

\* Merci d'avoir accepté de nous parler de votre engagement dans la solidarité.

1. L'UPS est une organisation indépendante des paysans-producteurs, à la différence de l'Union Suisse des Paysans (USP), organisme officiel et para-gouvernemental.

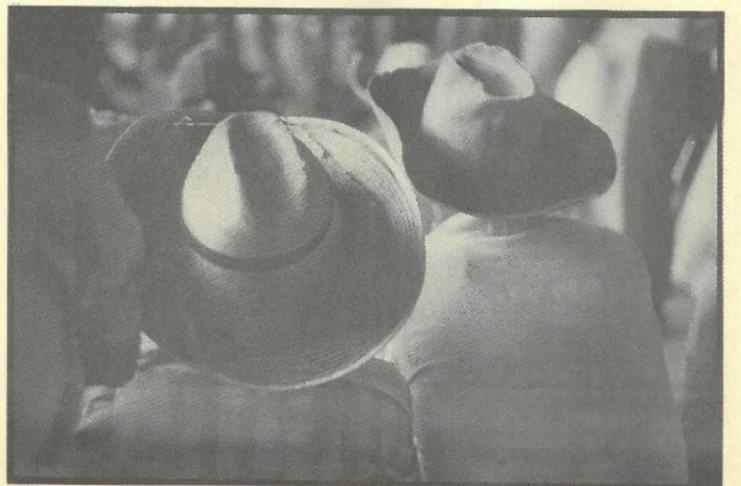
**N' OUBLIEZ PAS  
MAURICE DEMIERRE!  
(1957 - 1986)**

**MORT POUR LA PAIX ET LA JUSTICE  
AU NICARAGUA**

**NON A L'INTERVENTION  
DES USA  
EN AMERIQUE CENTRALE**

appris chez nous à travailler la terre. On était très amis. Il avait participé à l'UPS et il avait été objecteur de conscience. On connaissait son inté-

*Martin:* Dans les milieux chrétiens, on parle beaucoup des problèmes du tiers monde. On savait, nous, que le Nicaragua était un pays



La population sous contrôle policier :

# Le filet se resserre

Seules quelques maigres notices de presse en ont parlé: l'an dernier s'est déroulé le premier essai du système Ripol, la banque de données personnelles automatisée. L'expérience a été si concluante qu'elle n'a même pas été menée à terme et le système est déjà entré en fonction au 1er janvier 1986.

Pour cet essai, six commandements de police cantonales et six postes-frontière avaient été raccordés à la banque centrale de données de la Confédération. Depuis lors, tous les cantons, à l'exception du Jura, ainsi que la Direction générale des douanes se sont fait livrer des terminaux. Le système Ripol stocke les informations suivantes:

- l'arrestation de personnes sans domicile connu,
- les recherches de domicile dans le cadre d'enquêtes pénales,
- les exécutions de peine et les détentions préventives,
- les expulsions et renvois d'étrangers,
- l'information sur les permis de conduire étrangers échus,
- le catalogue des véhicules portés disparus.

## Les contrôles d'identité plus serrés

Ce système a été préparé depuis 1983 déjà, lorsque le registre fédéral d'informations personnelles a été passé sur un système de traitement électronique des données. Jusque-là, les informations étaient publiées en fascicules quatre fois par année, complétés d'annexes hebdomadaires. Le Département fédéral de Justice et Police (DFJP) cherche à banaliser le système Ripol en le présentant comme un simple "manuel d'information électronique". Il serait très différent du système d'informations criminelles, connu sous le nom de KIS, qui avait été prévu à l'origine puis abandonné. Ripol se contente de fournir aux cantons les renseignements qu'il possède.

Mais cela ne fait en rien taire les inquiétudes. L'essai du Ripol a déjà

démonstré un accroissement inquiétant de l'efficacité des contrôles. Les utilisateurs ont constaté avec fierté que les recherches effectuées aux frontières avaient augmenté de 50% par rapport à la situation antérieure, où il fallait feuilleter attentivement un registre en plusieurs volumes. Des groupes entiers peuvent maintenant être soumis à un contrôle d'identité alors qu'il fallait jusqu'ici y renoncer, faute de temps. La conclusion est évidente: les contrôles d'identité vont s'intensifier.

## Un premier pas qui en annonce d'autres

Et surtout, l'introduction du système Ripol a été clairement conçue comme une première phase. A peine la Conférence des chefs de Départements cantonaux de Justice et Police avait-elle décidé de renoncer au KIS que son président, le Genevois Guy Fontanet à l'époque, avait annoncé un renforcement du traitement électronique des données déjà en cours (*Tages-Anzeiger*, 20 avril 85).

L'enregistrement sur computer des données personnelles bat déjà son plein sur le plan cantonal et intercantonal. Les cantons romands possèdent le *Système informatique de police (SIP)* qui stocke y compris les informations sur les "personnes avec antécédents". Le canton de St-Gall est en train d'introduire un système analogue sous le nom d'*Ekad (Ostschweizer AZ, 27 novembre 85)*. Le canton de Bâle demande un crédit de 1,4 million de francs pour "automatiser le traitement des informations sur l'exécution des peines" (*NZZ, 15 novembre 85*), etc... Et bien entendu, comme l'admettait l'ancien chef de la police saint-galloise, le socialiste Schlegel, les cantons s'échangent leurs informations (*Tages-Anzeiger, 12 janvier 85*).

Ce sera un jeu d'enfant de centraliser ces banques de données cantonales au niveau régional puis fédéral et de relier les computers cantonaux au système Ripol. Celui-ci d'ailleurs est conçu pour être étendu. Pas besoin d'un dessin pour voir que les divers éléments encore dispersés vont se combiner en un filet de renseignements plus serré qui aura pour le moins l'ampleur du KIS défunt. Chaque nouveau pas sera présenté comme un simple souci d'efficacité, plus pratique et moins coûteux, qui ne comporte rien de neuf.

## Un passepartout pour la police

L'exemple de l'Allemagne fédérale, véritable précurseur de l'Etat policier et fouineur moderne, ne fait que confirmer la tendance qui s'affirme ici. Les lois sur la sécurité intérieure qui viennent d'être adoptées prévoient notamment d'introduire des appareils de lecture des pièces d'identité et ce qu'on appelle le "réseau de pointage" (déjà pratiqué ailleurs).

Les premiers sont qualifiés de "clé passepartout" qui donne accès à toutes les informations stockées imaginables (*Der Spiegel, 7/86*). On en attend un quintuplement des contrôles pour une même dépense de temps. Quant au "réseau de pointage", le même article du *Spiegel* en indique la portée: avant, après ou même sans un délit, la police pourra "enregistrer sur computer l'identité ou les circonstances du contrôle de x passants choisis au hasard sur des milliers..."

Ces pointages permettront ensuite à la police d'accumuler des données sur le mouvement des gens et d'en "déduire" des soupçons de pure forme. Les personnes dont les données seront stockées, qu'elles soient fausses ou justes, n'en auront même pas connaissance car seule la police disposera du droit d'accéder à ces données.

## Protection des données?

Nous n'en sommes pas encore là en Suisse, mais la tendance est la



Interfoto

même. Ne croyons pas que le fédéralisme fera obstacle à une banque de données sur le plan national, car l'intention de la police et des politiciens est claire: ils veulent développer ce type de renseignements sous prétexte de hausse de la criminalité.

S'en remettre à une future loi sur la protection des données ne sera guère plus efficace. Cette loi n'est d'abord pas encore là et, si elle voit le jour, elle exemptera de toute façon le domaine policier — la police politique notamment —, comme le prévoit déjà le projet de la commission d'experts. D'ailleurs, comme le prouve la loi analogue en Allemagne fédérale, la pratique n'est guère modifiée par de telles lois.

Th. Simon

## CAPITALISME ET CRISE

### LIBERTÉ ET DROIT DE GRÈVE

L'histoire commence en 1979 dans l'entreprise Eschler-Urania SA à Regensdorf, dans le canton de Zurich. Dix travailleurs, soutenus par la Fédération chrétienne des ouvriers sur métaux (FCOM), engagent une lutte pour le maintien de l'emploi et en solidarité avec le président de la commission d'entreprise licencié (voir *La Brèche*, no 345, 6 juillet 1985). Devant l'obstination de la direction, les travailleurs se mettent en grève le 30 mai. Riposte de la direction: un licenciement collectif immédiat. Commence alors une longue lutte judiciaire qui aboutit le 18 juin 1985 devant le Tribunal fédéral. Celui-ci admet l'inexistence d'une protection de l'exercice du droit de grève contre la menace du licenciement. Après cette décision d'un autre siècle,

le *Bulletin d'information sociale du BIT* écrit à juste titre: "La décision (du Tribunal fédéral, réd.) a été prise à trois voix contre deux. (...) Le rapporteur semble admettre que le droit suisse contient une "liberté" de grève. En elle-même la grève n'est pas interdite, et l'Etat ne saurait prendre des mesures contre les grévistes (à moins de le faire par législation, ce qui est le cas pour les fonctionnaires par exemple). Mais cette "liberté" n'a aucun effet dans les rapports entre employeurs privés et travailleurs qui restent tenus par leurs obligations contractuelles. Or, ne pas accomplir sa prestation, pour quelque motif que ce soit, constitue une faute que l'employeur peut sanctionner d'un licenciement immédiat. Pour en rester à cette terminologie,

la "liberté" de grève existe, mais pas le "droit" de grève (c'est nous qui soulignons). (...) Et plus bas, le *Bulletin du BIT* s'interroge avec raison: "La question qui reste ouverte est la suivante: ne risque-t-on pas, en Suisse, d'assister au développement d'une pratique qui à chaque occasion, tout en reconnaissant l'existence d'une "liberté" de grève, estimera que les conditions à son exercice ne sont pas remplies? Or, ces conditions ne sont pas connues à l'avance, le Tribunal le fixe après coup. La sécurité juridique n'a rien à gagner de cette situation."

Si Kafka était Suisse et toujours vivant, il écrirait: "Vous avez la liberté de faire grève, mais pas le droit".

Burke

Depuis longtemps, les congrès du PCUS ne sont point des réunions qui discutent, débattent et décident à partir d'options différentes, contradictoires. Toute la mythologie dont le "jeune" dirigeant "new look" s'est entourée tendait à faire croire que quelques sérieux changements seraient annoncés lors du congrès. Un relent de XXe congrès à la Krouchtchev traînait dans les analyses des observateurs professionnels du Kremlin. Gorbatchev allait-il mettre les points sur les "i" et donner un contenu précis, radical, à ces "réformes" dont on parle tant depuis... 1965. Et qui, sans cesse, sont proposées, à moitié appliquées, révisées, oubliées, réintroduites sous un modèle rénové, puis rejetées.

### "LOGIQUE" DE L'ÉCONOMIE DIRIGÉE

*"Selon la logique de l'économie dirigée, le centre donne des directives, qui ont force de loi, aux échelons inférieurs jusqu'au niveau de l'entreprise, en indiquant le volume de la production et sa composition, les fournitures requises et les quantités investies, la destination des biens manufacturés; ces directives portant également sur d'autres aspects opérationnels importants (...). Une marge très réduite de décisions effectives est laissée aux échelons inférieurs. Dans la pratique toutefois, il est absolument impossible pour le centre de recueillir toutes les informations nécessaires et suffisamment précises et de les traiter pour prendre la multitude de décisions requises (...). Ainsi le système requiert de grandes initiatives de la part des directeurs d'entreprises, mais ne leur fournit ni les moyens, ni les critères pour prendre des décisions conformes aux intérêts globaux de l'économie, tels que déterminés par le centre (...). De nombreuses réformes (...) n'ont pas réussi à accroître substantiellement l'aptitude du centre à harmoniser l'activité micro-économique (au niveau de l'entreprise) et les objectifs macro-économiques. Cependant, il est clair que les décisions prises au niveau micro deviennent plus importantes que jamais (...) à cette étape de la croissance économique."*

(Extrait de "La crise du socialisme réellement existant", David Mandel. In *Revue d'études internationales*, volume XIII, no 2, juin 1982)

### CONTRÔLER LES INDIVIDUS, AMÉLIORER LA GESTION

Pas de tournant historique donc, comme d'aucun l'annonçait ou l'espérait à ce 27e Congrès. Depuis plus d'un an, le Parti-Etat prêche à la population soviétique la nécessité d'accroître l'autonomie des entreprises, de mettre fin au contrôle tatillon et désorganisateur des ministères comme du parti. Mais en même temps, il réaffirme que la "planification centrale sera renforcée" et plus "scientifique"<sup>1</sup>. Il déclare que les entreprises vont être placées sous le couperet du rapport coût de production - résultats financiers. Mais une réforme effective, par l'introduction de "mécanismes de marché" ne se fera pas, ou à doses homéopathiques, ce qui rend peu probable la menace de ce fameux couperet.

Lors du congrès, Gorbatchev a parlé de "profondes restructurations" et de "réformes radicales" pour éviter toutes confusions avec les réformes avortées du début de l'ère Brejnev. Et la résolution "adoptée" - à l'unanimité selon nos informations confidentielles! - invoque des "changements vraiment révolutionnaires". Cependant, lorsque le responsable du GOSPLAN (Comité d'Etat de planification) fut envoyé par Gorbatchev pour éclairer la lanterne des journalistes présents, le message passé se résumait à: "la réforme permettra de changer les directeurs qui échouent... et de continuer". Améliorer la gestion-gabegie - dont les revues spécialisées soviétiques décrivent les impasses structurelles - et contrôler les individus, voilà ce qui est clair. Pour le reste?

### SAUVER LE RÉGIME BUREAUCRATIQUE... DE LA BUREAUCRATIE

Une chose est plus nette: Gorbatchev est fermement résolu à discipliner quelque peu la bureaucratie. Il désire en

faire un instrument docile et plus efficace d'une politique centrale, dont les contours sont encore à définir.

Comme couche dominante, la bureaucratie soviétique est une réalité sociale très contradictoire. Les privilèges de cette bureaucratie trouvent leur origine dans les postes de pouvoir que ses membres occupent. Logiquement, l'intérêt de ces bureaucrates est de défendre leurs positions et de les mettre à profit pour en tirer le maximum d'avantages personnels. La poursuite sans limite de cette course aux privilèges aboutit à corrompre et à scléroser toute l'administration. Elle suscite une sorte de "féodalisme" (défense de son secteur pour son intérêt personnel) de la gestion économique. Elle multiplie les diverses cliques et groupes de pression qui jettent des sacs de sable dans le mécanisme de la planification centrale. Celle conçue selon "l'intérêt national", qui est défini "souverainement" par le Bureau politique du parti décidant seul des options essentielles du plan central.

C'est à ce mal du système que faisait allusion Gorbatchev lorsqu'il déclarait vouloir prendre des mesures "pour une instauration de l'ordre, pour épurer notre vie des phénomènes qui lui sont étrangers"<sup>2</sup>.

Mais justement ces "désordres" propres à la bureaucratie, avec tous les gaspillages qui en découlent, ne sont pas étrangers au système. Ils en font partie. Laissez à elles-mêmes, ces tendances centrifuges régionales et sectorielles minent le fonctionnement du système lui-même de "planification centralisée".

Staline a tenu en mains la bureaucratie, qui l'avait porté au pouvoir, en utilisant l'appareil policier, la terreur. Krouchtchev a épuré et réorganisé l'appareil policier. Il a mis l'accent sur la nomination d'un réseau d'"hommes de confiance", sur le développement de canaux administratifs qui court-circuitaient parfois les voies officielles. Il a lancé des appels, à tonalité populiste, en direction de la population afin de renforcer sa position et a pris certaines mesures limitant les privilèges les plus visibles. Mais, il a mis l'accent, pour faire face aux résistances, sur une réorganisation permanente de l'appareil.

Une majorité de la bureaucratie se coalisa et lui fit la peau. Il leur avait permis de se sortir du piège laissé par Staline. Maintenant elle voulait la "sécurité de l'emploi". Brejnev arriva et proclama: "le respect des cadres". Voilà un principe sur lequel il s'appuya, jusqu'à s'effondrer! Les résultats furent éblouissants: corruption rampante et envahissante à tous les niveaux de la société, administration incompétente tolérée à l'extrême, absence de toute réforme d'ampleur durant vingt ans, gérontocratie dont l'impotence n'avait d'égale que l'omniprésence, et, sur la fin de l'ère Brejnev, tendance à la stagnation économique avec les effets qui en découlaient sur le niveau de vie. Le système et son "auto-justification" (croissance économique et niveau de vie) étaient mis en danger.

Andropov, puis Gorbatchev, se présentèrent donc comme sauveur du régime bureaucratique de la bureaucratie! Jusqu'à maintenant Gorbatchev a vidé 5 "camarades" sur les 12 membres du Bureau politique, 10 des 24 chefs de département du Comité central, 30 des 80 présidents et autres ministres des comités d'Etat, 5 des 15 premiers secrétaires du parti dans différentes républiques, et des masses de premiers secrétaires régionaux. Lors du congrès, il souligna que "durant un certain nombre d'années, l'inertie, l'immobilisme des formes de gestion, un déclin dans le dynamisme au travail, la montée de la bureaucratie nous ont desservis. Certaines personnes ont constitué des groupes... Le Comité central est opposé à cela".

### PRIVILÈGES "JUSTES" ET "INJUSTES"

Au-delà de ces nettoyages dans la *nomenklatura* (les personnes nommées par le parti aux postes de commande), Gorbatchev a aussi donné son appui à des essais d'élection de cadres moyens dans des entreprises. Une telle expérience, par exemple, est mise en œuvre dans la province de Stavropol, dont l'ancien premier secrétaire du parti, Razumovsky, a été nommé à la tête du département du Comité central chargé d'établir et de contrôler la liste de 50 000 responsables de postes-clés.

La campagne contre la corruption officielle est assez vigoureuse. Elle est ponctuée de révélations piquantes con-

## XXVIIe Congrès du PCU



Jeunes Soviétiques considérant l'avenir avec confiance.

# Gorbat

# quelles r

Le XXVIIe Congrès du Parti communiste d'URSS, dernier en date des "premiers secrétaires généraux", a été marqué par un grand bruit, beaucoup d'attente dans la presse des pays occidentaux. Le "régime Gorbatchev" va emprunter pour tenter de briser la paralysie lente du système. Le pouvoir a un besoin urgent de réformes, de briser les inerties techniques, de mieux répondre aux exigences d'une société qui a évolué vers l'industrialisation).

cernant des "personnalités" relativement importantes. Les règlements de compte doivent aller bon train. Mais ces dénonciations butent rapidement sur une particularité du système: où établir la frontière entre les privilèges "légitimes" des bureaucrates et ceux qui ne le sont pas? Les premiers apparaissent vite comme une simple version de la corruption. D'autant plus que l'idéologie officielle se réclame de certaines notions égalitaires, scories de ce qui est présenté comme "le marxisme".

Ainsi, la *Pravda* du 13 février 86 publiait une lettre d'un membre du parti qui réclamait l'abolition des privilèges: "En pensant à la justice sociale, on ne peut fermer les yeux sur le fait que le parti, les Soviétiques (base de la structure administrative), les syndicats et même les dirigeants du *Komsomol* (Jeunes communistes) parfois, objectivement (*sic*), approfondissent l'inégalité sociale par l'utilisation de toutes sortes de restaurants, de magasins spéciaux, d'hôpitaux spéciaux... Qu'une seule fois un directeur se rende avec tout un chacun dans une boutique ordinaire et qu'il fasse la queue! Peut-être que ces longues attentes, que nous détestons tous, seraient éliminées plus rapidement. Seulement, il est peu probable que ceux qui "profitent de privilèges spéciaux" vont y renoncer d'eux-mêmes. Ici nous avons besoin d'une loi et d'un nettoyage de l'appareil".

Voilà un reflet du mécontentement diffus, mais croissant, que Gorbatchev veut juguler... pour sauver l'essentiel: le pouvoir du Parti-Etat.

Dans cet exercice, Gorbatchev utilise un peu la méthode Krouchtchev. En lançant quelques appels populistes, il tente d'accroître sa possibilité de manœuvre et met des secteurs de la bureaucratie sur la défensive. Ainsi, des articles commencent à paraître - non seulement dans des revues spécialisées, mais également dans des publications à diffusion plus large - qui prennent le parti des travailleurs contre des directeurs, présentés comme s'opposant aux intérêts des ouvriers en n'accomplissant pas les objectifs assignés par le plan. Un critique de la réforme des "brigades de travail"<sup>3</sup> révèle que la politique appliquée dans ce domaine se résume, pour ces dernières années, à rompre toute solidarité entre travailleurs au niveau de l'atelier et à opposer un travailleur à l'autre dans la brigade afin d'accroître la productivité.

Il y a donc du "nouveau" et un relent de "déjà goûté". Krouchtchev avait essayé quelque chose de semblable. Il a échoué. Le besoin de maîtrise sur la bureaucratie, décrit



## QUELLES RÉFORMES?

"Ce combat pour contrôler la bureaucratie", selon les termes ingénus d'un commentateur de Radio Moscou, a son importance. La question essentielle reste cependant: quelles "réformes radicales" cet appareil dépoussiéré devrait-il mettre en œuvre? Pour l'instant, deux réformes s'affirment.

La première, initiée sous Andropov, doit faire décroître le rôle des ministères dans la gestion économique et établir des liens plus directs entre les entreprises et l'Agence centrale de planification. Les critères de réussite sont la qualité du produit et le respect des contrats de livraison. La modernisation des entreprises existantes prime sur la construction de nouvelles entreprises (qui restent souvent inachevées!).

La deuxième réforme concerne l'agriculture: cinq ministères et comités d'Etat ont été fusionnés dans un super-ministère de l'agriculture. C'est un coup contre ces fiefs aux mains de cliques qui paralysent les initiatives des entreprises.

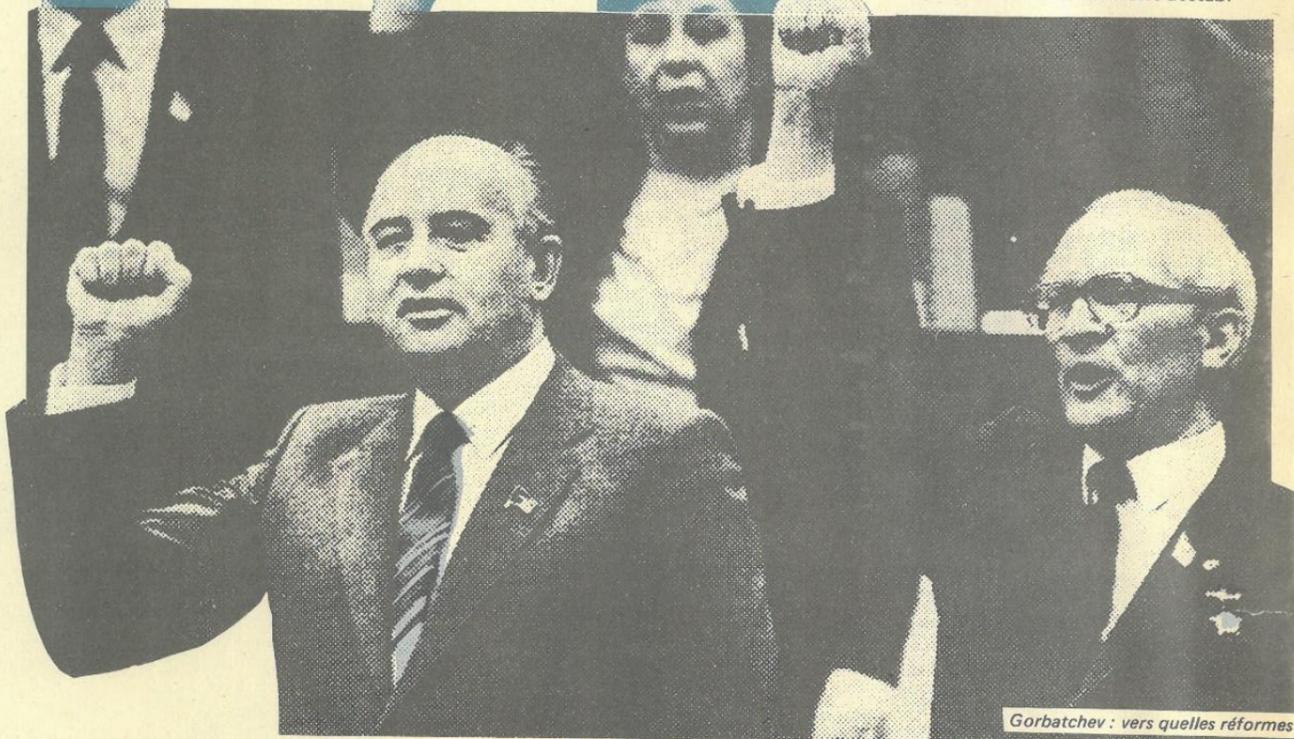
Gorbatchev a aussi insisté sur la discipline au travail et l'amélioration de la consommation... afin d'accroître la productivité du travail. La lutte contre l'alcoolisme représente la mesure la plus spectaculaire dans ce domaine. On peut douter de son efficacité sur le long terme. C'est une typique campagne disciplinaire coupée de toute réelle analyse des racines sociales de l'alcoolisme. Au fond, elle se résume à dire: la société a été trop tolérante avec l'alcoolisme, l'alcool est trop facilement à portée du buveur.

La discipline est à l'ordre du jour dans les entreprises. Les résultats de cette mobilisation risquent d'être maigres pour diverses raisons: le manque de main-d'œuvre et les limites du droit des directeurs de licencier, la désorganisation de la production, la "déresponsabilisation" de travailleurs qui sont expropriés de tous droits de décision.

Au niveau de la consommation, le revenu réel par habitant est supposé croître de 13% à 15% dans les cinq ans à venir et la production de biens de consommation de 30%. Un élargissement des services (entre autres la santé, en sérieuse difficulté) est prévu, avec un accent sur la qualité!

Gorbatchev a également admis la privatisation de certains services. Ceci existe déjà expérimentalement dans quelques régions, sinon partout illégalement ("économie parallèle" dans la construction, l'entretien des voitures, etc.). Les fermes pourront vendre leurs surplus sur les marchés libres. D'autres projets sont dans les cartons (ou en ressortent): lier les prix aux coûts et à la demande, établir une liaison entre salaires et revenus de l'entreprise et son "profit" (avec le risque que les travailleurs réclament leur mot à dire sur une gestion dont ils subiront les effets directs), etc. Tout cela devrait entrer en vigueur en janvier 1987.

On le voit, il n'y a pas là de quoi parler d'une "réforme radicale". Et toute l'expérience montre que la combinaison entre une "économie planifiée et centralisée" (par le Bureau politique et ses pseudopodes) et des "mécanismes de marché" ne fonctionne pas. Ces derniers sont étranglés et, tout au plus introduisent-ils de nouvelles contradictions dans la gestion et la réalité sociale.



Gorbatchev: vers quelles réformes

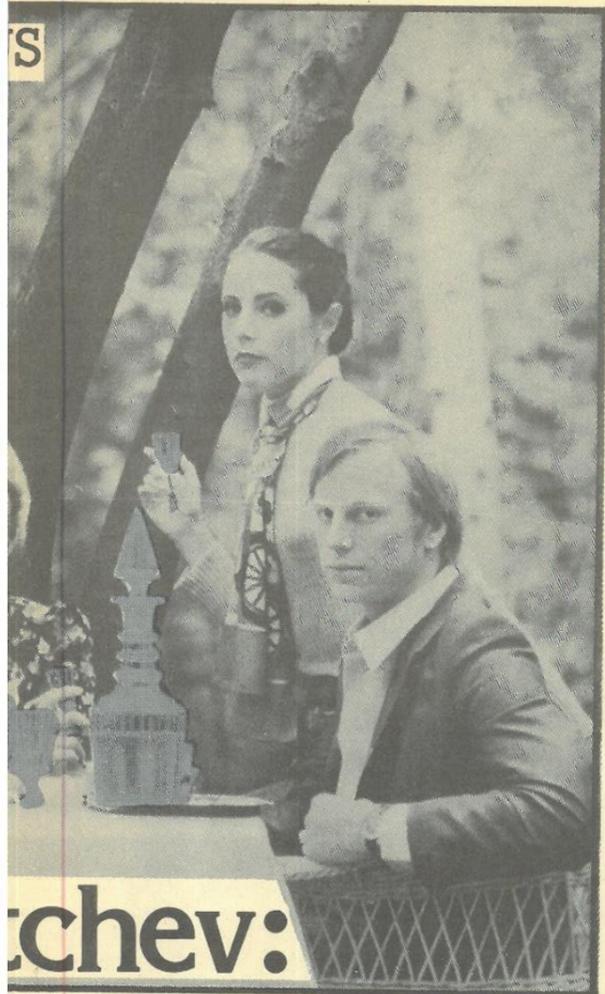
## PRÉSERVER LE "RÔLE DIRIGEANT DU PARTI"

Evidemment, il n'est pas impossible que Gorbatchev essaie de gagner du temps pour renforcer son bastion. Une fois fait, il impulserait une "réforme radicale" qui ne peut être qu'un ensemble de mesures allant vers une économie dont la régulation (le fonctionnement) se fasse de plus en plus par les "mécanismes de marché". Cependant, même dans cette hypothèse, il est peu probable qu'il puisse surmonter deux obstacles: celui de l'inertie de larges couches de la bureaucratie au mieux intéressées à améliorer un peu le type de gestion existante. Car elles vivent du contrôle et de la coordination de tous les dysfonctionnements économiques et administratifs. Et, deuxième obstacle, la réaction de travailleurs qui, s'ils sont disposés et attendent que l'économie tourne mieux, résisteront devant le prix social d'une "réforme radicale" de sauvetage du pouvoir bureaucratique. Les conseillers "réformistes"

lisant lentement le système, et le mécontentement dans la population augmentera, ce d'autant plus que certains espoirs ont été insufflés. Gorbatchev a lui-même signalé, en mai 1985 à Leningrad, que la population ne croyait plus les dirigeants quand ils promettaient des changements. Soit il propulse une "réforme radicale": et les affrontements au sein de la bureaucratie, avec leurs répercussions dans la population, promettent d'animer la scène sociale et politique.

D. Seppo

1. Discours de Gorbatchev le 11 juin 1985 (*Le Monde*, 13 juin 1985).
2. *Pravda*, 12 mars 1985.
3. Les "bridages de travail" sont des groupes de travailleurs qui signent un contrat avec la direction de l'entreprise qui leur assure un certain revenu en rapport avec une prestation mesurée en quantité et en qualité.



Gorbatchev:

## réformes?

ion soviétique (PCUS), premier congrès dirigé par le "socialisme réel (in)existant" est tenue. On ne sait toujours pas quelle trajectoire de trouver le remède permettant de lutter contre les résultats d'une économie de technologies et, socialement, il doit répondre à un peu tous les plans (urbanisation, niveau d'éducation, degré

comme une "lutte contre la bureaucratie", est aujourd'hui un problème encore plus urgent. Mais toute l'histoire de l'URSS indique que la lutte contre le "bureaucratisme" nécessite un véritable contrôle démocratique sur l'appareil d'Etat. Cette "réforme-là" n'est pas au programme de Gorbatchev. Et il y a un fossé entre permettre et utiliser certains débats dans le cadre du système et tolérer une opposition réelle.

## LE NUCLÉAIRE: LA SOLUTION?

Comme ce fut le cas il y a quelques années en Occident, la presse soviétique présente aujourd'hui l'énergie nucléaire comme le principal espoir pour le futur immédiat. Aux Etats-Unis, en Suède et dans d'autres pays nombre de risques écologiques dont les centrales nucléaires sont porteuses ont été mis à jour, mais la propagande soviétique les impute aux "défauts organiques du capitalisme". Dans les articles de journaux, tout comme dans la sérieuse étude prévisionnelle *Nature 1990*, la construction de centrales nucléaires est présentée comme la solution des problèmes d'énergie et de pollution de l'atmosphère. Aucune mention n'est faite des doutes profonds engendrés par l'existence des centrales nucléaires. Ceux qui sont sceptiques et ceux qui s'opposent aux centrales nucléaires n'ont pas droit à une seule ligne pour s'exprimer dans les journaux (...).

Même les spécialistes ne peuvent mettre la main sur les données objectives, par exemple celle concernant les indices de performances économiques des centrales nucléaires. En conséquence beaucoup d'informations concernant les avantages de l'énergie nucléaire ne peuvent être vérifiées. Les écologistes ne peuvent pas contrôler non plus la fiabilité des méthodes actuelles de dépôt des déchets nucléaires. Il est clair cependant qu'elles sont très compliquées et très coûteuses. Il est donc naturel de s'attendre à ce que, avec le développement des centrales nucléaires, on opte pour des méthodes de protection et de dépôt des déchets plus simples et meilleur marché, au détriment de la sécurité.

Une seule chose est sûre: le développement des centrales nucléaires correspond aux intérêts stratégiques du gouvernement et aux intérêts des militaires. Comme cela arrive dans d'autres domaines, c'est la raison principale pour laquelle on ne peut trouver aucune objection dans la presse...

Voilà ce qu'écrivait, au milieu des années 70, un spécialiste soviétique de l'écologie: Boris Komarov. Autant dire qu'il n'était pas dans les bons papiers des dirigeants du Kremlin (B. Komarov: "The Destruction of Nature in Soviet Union", Pluto Press, 1978).

## LE PSO AU GRAND CONSEIL

Qu'est-ce qui a changé dans cet immense canton après le fameux scandale des caisses noires? Rien ou presque... Electrices et électeurs ont reconduit à l'exécutif, au premier tour, les mêmes têtes ou presque (4 UDC, 3 PS), dont les magouilles étaient pourtant connues. Les radicaux n'entreront à l'exécutif que par la petite porte. Geneviève Aubry se remet difficilement de sa gifle, mais elle est assurée de son siège par la Constitution garantissant une place au Jura bernois. La formule magique (4 UDC, 3 PS, 2 radicaux) est ainsi reconduite pour quatre ans.

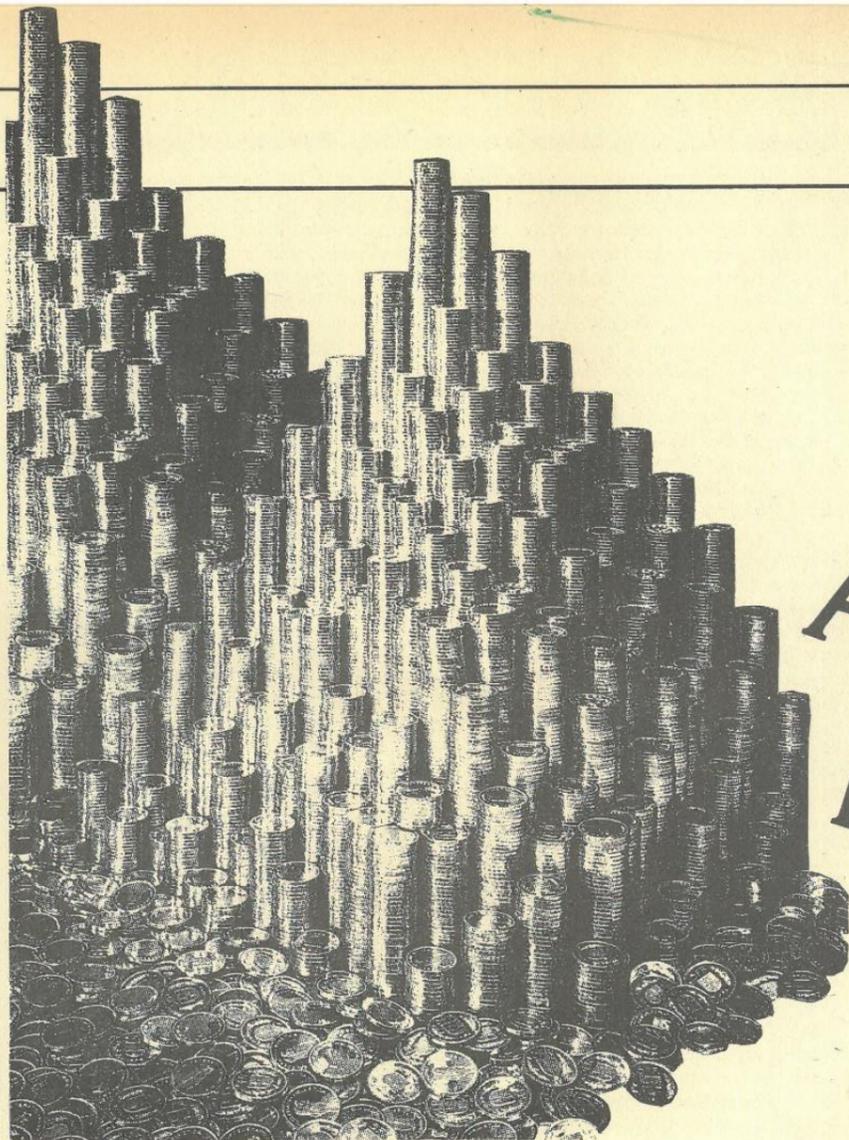
Au Grand Conseil, l'immobilisme bernois est quelque peu perturbé. La liste libre de Leni Robert (ex-membre du parti radical) fait un tabac. Onze sièges dont celui occupé par l'ex-fonctionnaire Hafner qui a dévoilé le scandale des caisses noires. Une frange de l'électorat a donc voté, non pas pour une autre politique, mais pour une politique bourgeoise plus propre, qui n'a pas trempé dans le fameux scandale. Si l'Action nationale (AN) ne parvient pas à faire le score qu'on lui prédisait, les raisons en sont les querelles Ruf-Oehen et la campagne de l'UDC sur les thèmes chers aux xénophobes. Tamouls, Chiliens, Kurdes ne sont pas seulement les victimes de l'offensive de l'AN, mais aussi de celle de l'UDC. Le POCH réussit à gagner un second siège grâce au sous-apparement à Berne avec le PSO et le PdT.

A Bienne, l'apparement PSO-POCH nous permet d'entrer au Grand Conseil en soufflant le siège à l'AN. Cette réussite nous réjouit. C'est, je crois, le résultat d'un long travail des militant(e)s du PSO dans différents milieux de Bienne. Toujours plus de personnes estiment notre travail, surtout parce que nous n'avons pas peur — même minoritaires — de dire ce que nous pensons. Notamment en dénonçant, dans des situations précises, la politique d'austérité menée par la bourgeoisie avec l'appui du PS. Pour les gens maintenant, le vote PSO est un vote utile. Nous avons réalisé notre meilleur score, 3,5% des voix, à côté du POCH et des verts. Cependant le Parti des verts, inconnu à Bienne avant les élections, a atteint les 5% simplement sur le thème de l'écologie.

De plus en plus de gens ne font plus confiance aux partis. Ils veulent un changement. Serons-nous capables de nous adresser à ces personnes? Une semaine avant les élections, le Comité Vivre ensemble organisait une manifestation contre l'expulsion d'une famille chilienne. Les candidats verts, POCH, PS-PSR, tous "défenseurs" d'une politique d'asile humanitaire, brillaient par leur absence!

Le PSO doit chercher à gagner la confiance de ces milieux qui en ont ras-le-bol. Le risque de tomber dans la "parlementomanie" ne nous guette pas.

Sylviane Zulauf,  
conseillère de ville et  
députée au Grand Conseil



Banques et fisc:

# ARNAQUE BANCAIRE

Par l'acceptation des motions Feigenwinter et Bürgi<sup>1</sup>, le Conseil des Etats a chargé le gouvernement fédéral de l'élaboration d'un projet visant la baisse ou l'élimination des impôts sur le chiffre d'affaires des banques. Il s'agit là d'une remise, pour les riches clients des banques, d'un milliard de francs d'impôts fédéraux. Les salarié(e)s devront une fois de plus compenser ce manque à gagner, ce qui se traduira par un nouveau démantèlement social. Il faut combattre ce projet de la droite.

Cette décision du Conseil des Etats constituait sa réponse au rapport du Conseil fédéral "concernant les aspects fiscaux de la place financière suisse" (7 mars 1986). Ce rapport fédéral montre très bien en quoi la place financière n'est nullement menacée "à court ou à moyen terme" par les prélèvements fiscaux. Si d'aventure quelques affaires particulières auraient été touchées, le rapport prévoyait des aménagements. Mais alors les banques auraient dû combler ces pertes fiscales par d'autres redevances. C'est exactement ce que les conseillers d'Etat ont refusé.

### Pas touche aux droits de timbre

Les droits de timbre font partie des plus vieux impôts en vigueur. Leur dernière adaptation remonte à 1978. Elle n'empêche aucunement la croissance sans précédent des affaires bancaires et boursières. On le constata par le niveau des rentrées fiscales qui s'élevait à 696 millions en 1980 et, en 1984, à 1974 millions. Rien que pour les droits de timbre.

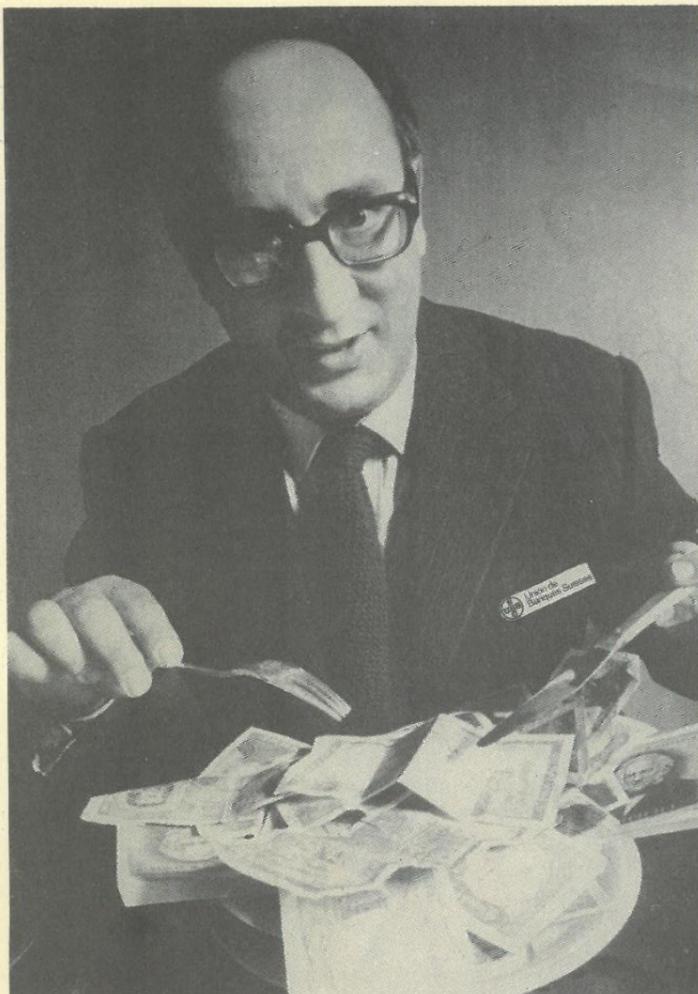
Les impôts directs que les banques paient à la Confédération, aux cantons et aux communes sont, eux, nettement plus bas. En 1983, ils représentaient environ 1200 millions. En comparaison internationale et mis en regard avec les profits énormes des banques (voir encart), ce montant est finalement bien faible. Ceci explique en partie l'attraction que la Suisse exerce sur les banques étrangères. Ces dernières ont multiplié leurs filiales en terre helvétique: une augmentation de 35% de 1978 à 1984. Voilà qui en dit long sur la bonne santé de la place financière suisse. Le journal *Bilanz* cependant continue sa croisade contre les droits de timbre (avril 1986).

### Dumping fiscal

Depuis la dérégulation réagienne, plusieurs gouvernements ont eux aussi considérablement allégé les contrôles et l'imposition

Les 40 milliards de francs d'exportation record de capitaux l'année passée en sont un indice supplémentaire: les affaires des étrangers traitées par les banques suisses ne diminuent nullement malgré la présence du fisc.

A l'image de ce qui se passe entre les cantons, il existe aujourd'hui



des affaires bancaires et des marchés financiers. Mais contrairement aux lamentations des banquiers, cette dérégulation n'a en aucun cas entamé la capacité concurrentielle des établissements suisses. Même les *Wirtschafts-Notizen* (novembre 1985) de la SBS l'admettent: l'administration de fortunes pour les clients étrangers est toujours meilleur marché à Zurich qu'à New York. N'importe quel financier sait que les titres internationaux s'achètent à moindre frais en Suisse qu'au Japon ou dans leur pays d'origine.

d'hui à l'échelle internationale une véritable surenchère de cadeaux fiscaux. Et partout les salarié(e)s passent à la caisse pour compenser les pertes de rentrée fiscale.

### Qui menace la place financière?

Lorsque les journaux bourgeois avertissent que les profits substantiels des banques ne sont pas éternels, ils ont raison. Mais ne nous trompons pas de cible. Ce ne sont pas les impôts qui menacent la

### LES PAUVRES

A entendre les banquiers, les affaires ne seraient plus ce qu'elles étaient. Et devant les difficultés de l'heure, tout le monde devrait se serrer la ceinture pour préserver la poule aux œufs d'or. Les bilans annuels, eux, parlent un tout autre langage.

Ainsi, de 1980 à 1984, les bénéfices nets déclarés de la totalité des banques suisses sont passés de 2090 millions de francs à 3143 millions. En 1985, ils ont encore connu une croissance de 35% au moins. Quant aux bénéfices véritables, ils atteignent probablement le double. Il n'existe pas à ce sujet de données fiables. Mais d'un cinquième jusqu'à un quart de tous les bénéfices réalisés en Suisse sont le fait des banques bien que celles-ci n'occupent que 3% de l'effectif total des salarié(e)s. A bon entendre...

place financière, mais bien d'éventuels revers économiques et la crise de l'endettement international. S'ajoutent encore une série de nouveaux instruments d'investissement (options, "financial futures", etc.), devant en principe "garantir" l'investisseur contre les fluctuations des cours des titres et des devises, mais qui risquent au contraire d'encourager des spéculations très aventureuses avec toutes les conséquences qui en peuvent découler.

Dans ce débat il faut insister sur le fait que les riches et les banques doivent être imposés selon leur capacité économique. Cela implique, pour le moins, qu'ils compensent par d'autres prélèvements tous les abattements fiscaux qu'ils obtiendraient. C'est évidemment l'inverse qui arrive. Ainsi le Conseil des Etats a déjà bloqué un timide essai du Conseil fédéral qui entendait imposer un peu plus les banques par l'impôt fédéral direct. Une raison de plus pour s'opposer absolument à toute suppression ou allègement des droits de timbre.

Jost Steiger

1. Signalons que cet intéressant personnage, porte-parole des banques, siège dans 16 conseils d'administration et préside celui de Usego SA.

## Nicaragua:

**T**andis que Reagan multiplie les attaques, verbales et militaires, contre tous ceux qu'il amalgame sous le label de "terrorisme", Aurelina Molina Lopez, mère nicaraguayenne dont les enfants ont été séquestrés par la contra, est venue témoigner à Genève devant la Commission des Droits de l'homme:

"Mon témoignage a été celui d'une mère qui, comme tant d'autres au Nicaragua, a vu sa fille enlevée par la contra. Elle faisait partie d'une brigade d'enseignants qui donnaient des cours aux fils de paysans dans la région de Jinotega. Une région où il n'y avait rien, pas d'écoles pour les enfants, pas de parcs, où le pouvoir (à l'époque de Somoza, réd.) essayait de maintenir les pauvres dans l'ignorance pour que les latifundistes puissent s'enrichir à leurs dépens. Car celui qui ne sait rien, c'est comme s'il ne voyait rien; ils leur achetaient leurs récoltes à des prix dérisoires, ils leur volaient leurs terres..."

Ces jeunes enseignants sont allés là-bas pour apprendre aux gens de se défendre. La contra essaye par tous les moyens de boycotter le travail de ces brigades, et c'est pour cela qu'ils ont séquestré ces jeunes enseignants qui se déplaçaient seulement avec leurs cahiers et leurs crayons. Ils sont détenus au camp de Las Vegas au Honduras, là se trouve le sanctuaire de la contra appuyée par Reagan, le président des USA.

## Témoignages sur la contra

Je suis une mère qui souffre, mais malgré ma souffrance, chaque jour qui passe je me sens plus forte pour dénoncer les manœuvres de la contra, jusqu'au jour où ils nous rendront nos enfants. Je demande à Dieu qu'il me donne les forces pour continuer...

Ils ont enlevé ces neuf jeunes enseignants pour décourager les autres, pour les démoraliser et les empêcher de continuer à donner des cours aux paysans. Mais ils ont obtenu l'effet contraire, ils ont augmenté le moral du reste des jeunes qui se sentent prêts à poursuivre la tâche de leurs compagnons disparus jusqu'à la disparation de l'analphabétisme.

Nous, mères nicaraguayennes, nous continuerons à témoigner jusqu'à ce que la contra libère nos enfants, les paysans disparus, les camarades de la santé, de la réforme agraire qui restent entre leurs mains. Nous continuerons, nous avons déjà beaucoup souffert et nous avons fait la Révolution pour avoir une partie de liberté, souveraine".

**Molina Lopez était accompagnée de Belisario Davila, responsable d'une brigade d'alphabétisation, qui répondait comme suit à l'amalgame de Reagan disant qu'il ferait tomber les sandinistes comme il a chassé Duvalier ou Marcos:**

"Les USA tentent de faire passer le régime sandiniste pour un régime communiste qui réprime sa population. Il y a des pays en Amérique latine où la situation est beaucoup plus "difficile" qu'au Nicaragua, comme au Guatemala (avec plus de 35 000 disparus), au Salvador ou au Chili. Mais ils n'en parlent pas.

Ce que les USA ont fait à Haïti et aux Philippines, ils l'avaient déjà tenté au Nicaragua, c'est-à-dire qu'ils auraient voulu remplacer Somoza par quelqu'un de moins discrédité, de moins répressif, mais toujours pro-américain. C'est exactement ce qu'ils ont fait à Haïti et aux Philippines, remplacer un nouveau pion à leur gré!

Avec la contra, les USA ont déjà choisi qui serait le nouveau président si les contras l'emportent. Ce serait une personne qui veillerait à leurs intérêts personnels et pas à ceux du peuple. Nous pensons qu'ils vont essayer d'utiliser la même tactique au Paraguay et au Chili: remplacer les vieux dictateurs par des gens moins connus de l'opinion publique et favorables aux intérêts américains".

Témoignages recueillis par Eduard Favre



"Terrorisme international":

## L'HYSTÉRIE REAGANIENNE DE «L'OCCIDENT LIBRE»

Depuis le bombardement de la Libye par l'aviation US, le "terrorisme international" est devenu le sujet de toutes les conversations, de bistrot et d'ambassades. Mais que recouvre ce monstre qui éveille une véritable hystérie des "démocraties occidentales"?

Plus on lit les commentaires de l'opération américaine et des divergences diplomatiques qui l'ont suivi, moins on trouvera de réponse à cette question. Et ce n'est pas par hasard. Car toute la campagne menée par l'administration Reagan — véritable action de "propagande armée" pour reprendre le langage de jadis des guérilleros, mais avec des moyens infiniment supérieurs! — occulte sciemment ce qu'est ce "terrorisme international" qui fait frémir le monde occidental.

### Terrorisme et terrorisme d'Etat

Car s'il fallait le définir, ces chantres de la liberté et de la démocratie se trouveraient pris à leur propre piège. Une action terroriste serait-elle caractérisée par le fait qu'elle met en cause la vie de civils innocents? Des bombardements massifs et militairement inutiles de l'Allemagne nazie en 1944 à l'écrasement du Vietnam sous un déluge de feu et de produits toxiques de longue durée, tous les gouvernements "démocratiques et libres" ont assassiné en masse des civils innocents. Le terrorisme serait-il alors le fait de groupes militaires occultes, non déclarés mais soutenus par des gouvernements? Encore une fois, tous les services secrets, de la CIA au KGB en passant par les services français en Algérie ou contre Greenpeace pratiquent, depuis toujours, le terrorisme d'Etat et n'ont rien appris de nouveau de la Bande à Baader ou des Palestiniens. En République fédérale d'Allemagne, un scandale vient d'être révélé (*Le Monde*, 27 avril 1986) impliquant le célèbre groupe anti-terroriste GSG 9: en 1978, il avait simulé un attentat "terroriste" à l'explosif contre la prison de Celle, en Basse-Saxe, pour essayer d'infiltrer la Rote Armee Fraktion. Et on sait, depuis que durent les groupes armés en RFA, en Italie ou en Espagne, combien la police de chacun de ces pays s'est donnée à son tour au jeu des actions terroristes, soit pour déstabiliser les groupes armés, soit même parfois (en Italie par exemple), pour déstabiliser le gouvernement lui-même.

### Le véritable enjeu de Reagan

Toute l'histoire récente, des guerres coloniales ou mondiales aux

luttres de libération contre un régime d'oppression, est donc traversée d'actions terroristes. Et il faut le cynisme menteur d'un grand bourgeois helvétique pour oser écrire, comme le fait l'éditorialiste de la *Neue Zürcher Zeitung* (26-27 avril 1986): "Il n'y a encore guère eu dans l'histoire de grande puissance qui a su comme les Etats-Unis assurer une très grande marge de libertés à l'intérieur et un comportement extérieur aussi peu impérialiste".

Mais ce mensonge éclaire sur la véritable intention de l'administration Reagan. La campagne contre le "terrorisme" vise en réalité un seul et unique adversaire: toute forme de résistance, et notamment armée, au contrôle impérial des Etats-Unis sur la planète. La crise endémique des pays du tiers monde, acculés par la dette impérialiste, est lourde de révoltes sociales. Or, comme le soulignait le journal *Le Monde*, jamais depuis la guerre du Vietnam les Etats-Unis n'avaient entrepris une opération militaire aussi importante que celle de Libye. L'objectif est clair: préparer l'opinion publique internationale à juger toute rébellion contre la domination impérialiste — et en particulier la résistance du Nicaragua — comme un "acte de terrorisme" qui, en bonne logique, mérite une répression militaire de choc.

### L'Europe "hésitante"?

On ne s'étonnera donc pas de voir, à la suite de Reagan et de Thatcher, l'ensemble des gouvernements européens ouvrir la chasse au terrorisme et se préparer à une action concertée. C'est d'ailleurs ce que recherchait explicitement Reagan. L'éditorialiste de l'*International Herald Tribune* le soulignait sans ambages: "Le meilleur espoir serait que l'attaque US encourage les membres de l'OTAN à conclure ensemble un pacte antiterroriste et à formuler une réponse internationale plus résolue à ce problème mondial majeur". Gendarme mondial de l'impérialisme, les USA ne sont pas prêts à en porter seuls la responsabilité politique et comptent même sur la participation de l'Europe capitaliste, y compris directe et financière (comme le fait déjà la France au Tchad par exemple).

Ici encore, le commentaire de la *Neue Zürcher Zeitung* est des plus clairs. Après avoir fustigé ceux qui croient encore à "l'utopie" du Nicaragua ou de Cuba (les allusions ne sont pas innocentes), il conclut que le pire, pour l'Europe, serait de se considérer à "équidistance" entre les USA et l'URSS: "L'Europe occidentale reste dans le camp occidental. Mais ce qui devient inquiétant, c'est la tendance à vouloir se distancer de son rôle dirigeant, ce qui, qu'on le veuille ou qu'on le cache derrière des propos de bravoure, mène automatiquement sur la pente qui conduit à l'Est (...). Où se situent les démocraties d'Europe occidentale? Toujours aux côtés de l'Amérique. Mais avec peut-être moins de solidité que jadis parce qu'elles sont hantées par un spectre. Celui de l'équidistance".

Reagan ne saurait mieux être entendu! En bombardant Kadhafi, il ne veut somme toute que préparer l'ensemble des pays impérialistes à soutenir "sans équidistance" ses prochaines interventions militaires — en Amérique centrale avant tout.

M. Thévenaz



Les titres des médias américains.

Allemagne fédérale:

# Une loi anti-syndicale

Le 20 mars, le Parlement allemand votait une loi expressément dirigée contre les syndicats et le droit de grève en particulier. La DGB (confédération syndicale) a aussitôt orchestré la riposte, mis sur le pied de guerre ses 7,5 millions de membres et organisé un référendum dans les entreprises. Jacob Moneta, rédacteur durant de nombreuses années du journal de l'IG-Metall (syndicat de la métallurgie), explique ici le fond de l'affaire.

**La Brèche:** La classe ouvrière allemande, surtout ses syndicats, semble reprendre la tête du mouvement ouvrier européen. Comment expliques-tu ce que l'on pourrait appeler un miracle allemand?

**Jacob Moneta:** Il y a d'abord un facteur objectif: la bonne conjoncture de l'économie a amené le patronat à céder plus facilement aux demandes des syndicats qui étaient puissants. Pendant cette période, qui a duré assez longtemps, maintenir la paix sociale leur était plutôt payant. Il suffit de reprendre l'histoire des luttes et de voir les acquis de la classe ouvrière.

Entre 1973 et 1979, le pays a connu quatre grands conflits qui n'étaient pas uniquement salariaux. Ces grèves ont été menées dans les secteurs de la sidérurgie et de la métallurgie qui regroupaient 2,6 millions de syndiqués au sein de l'IG-Metall.

En 1973, les salariés se sont battus pour améliorer leurs conditions de travail. En 1978, ce fut pour empêcher les réductions de salaire que les patrons voulaient

les équipes de trois-huit ont eu droit à six jours de vacances supplémentaires et les ouvriers de plus de cinquante ans à trois de plus. Tous ces acquis de la sidérurgie ont été étendus aux métallos.

Il ne faudrait pas oublier non plus les combats très durs, menés par le livre en 1976-1978, ainsi que les nombreuses mobilisations, les courtes interruptions de travail qui ont ponctué chaque négociation tarifaire dans les services publics.

Enfin, le tournant le plus important a été négocié au printemps 1984. Quand le Syndicat du livre et l'IG-Metall ont appelé à la grève pour les trente-cinq heures sans réduction de salaire. Il s'agissait bien sûr de contrecarrer le chômage qui touchait alors officiellement 2,6 millions de travailleurs.

\* Le thème de la grève était trente-cinq heures pour l'emploi. Le résultat fut 38 h 30 payées 40 et une augmentation de salaire de 3,3%. Y a-t-il eu embauches dans les secteurs où le temps de travail a diminué? Est-ce que cela a donné a posteriori une crédibilité accrue à la lutte?



imposer, arguant des déqualifications liées aux progrès techniques dans les entreprises.

Et puis, il y a eu dans la sidérurgie la première grève pour les trente-cinq heures à la fin de 1978 et au début de 1979. Certes, cette lutte de six semaines a été "perdue" en ce sens qu'elle n'a pas débouché sur une réduction hebdomadaire du temps de travail. Mais elle a malgré tout donné aux travailleurs les six semaines de congés payés. En outre,

— Dans la métallurgie, il y a eu plus de deux cent mille embauches. La moitié due à l'augmentation des exportations d'automobiles vers les Etats-Unis, l'autre, directement liée à la réduction de la durée du travail.

Ces embauches ont eu un effet salutaire sur le recrutement. L'IG-Metall, par exemple, a accueilli cinquante mille nouveaux membres, pour moitié des jeunes. Une bouffée d'oxygène pour ce syndicat qui avait perdu cent cinquante mille



militants, en partie à cause du chômage. L'IG-Metall, aujourd'hui, dépasse à nouveau les 2,5 millions de cartes. La lutte de ce point de vue a été payante, mais du côté des finances elle a été catastrophique...

\* Et c'est le conflit qui vous occupe aujourd'hui?

— En effet. En RFA, les syndicats indemnisent non seulement les grévistes, mais aussi les lock-outés. Or en 1984, le patronat a fait du lock-out massif son arme préférée. Il l'a même utilisée contre des travailleurs qui n'étaient pas en grève.

Il y avait cinquante-sept mille



métallos en grève, cent soixante-deux mille travailleurs ont été lock-outés "à chaud" comme nous disons, c'est-à-dire dans les entreprises situées dans des régions en grève. Mais les patrons ne se sont pas arrêtés là. Ils ont aussi fermé les usines dans des régions qui étaient en dehors du conflit, prétextant que la grève les empêchait de travailler. En fait, c'était une argutie, ils voulaient surtout vider les caisses syndicales: trois cent cinquante mille travailleurs ont été victimes des lock-out "à froid"!

C'est là que se noue la confrontation actuelle. Les syndicats indemnisent les grévistes et les lock-outés des régions en grève, mais ils estiment — et la loi leur donnait jusqu'ici raison — que c'est à la caisse nationale de chômage de payer pour les chômeurs techniques et les lock-outés des autres régions.

Seulement voilà, le chrétien-démocrate qui dirigeait la Caisse nationale a refusé de déboursier quoi que ce soit pour ces indemnisés-là. Exemple, les travailleurs de chez Opel, en Rhénanie-Westphalie ont été lock-outés à froid parce que l'usine ne recevait plus les fournitures de Bosch installée, elle, dans une région en grève, à Stuttgart, en Bade-Wurtemberg. Les tribunaux sociaux ont malgré tout obligé la Caisse à payer les indemnisés puisque la loi, et notamment le fameux

article 116 que le Parlement a depuis supprimé l'y obligeait. A la suite de ces jugements, la droite et la direction de la Caisse nationale du chômage ont entamé une campagne tentant d'expliquer qu'en payant, la Caisse avait favorisé les syndicats et partant, porté atteinte à la neutralité qu'elle se doit de respecter. Ils oubliaient simplement de mentionner que l'argent qui nourrit la caisse vient des salariés.

\* La campagne a cependant porté ses fruits puisque le Parlement a voté l'abolition de l'article 116, le 20 mars dernier.

— Oui, désormais, la caisse ne prend plus en charge les chômeurs techniques des régions qui ne sont pas en grève. C'est aux syndicats de les "assumer". Mais c'est une loi assassine. Pour les seules régions en grève, l'IG-Metall a dû verser en 1984 près d'un demi-milliard de marks aux lock-outés et aux grévistes; lors de sa grève de 1978, le Syndicat du livre a vu ses caisses complètement vidées, il a dû emprunter à la banque syndicale. Le patronat avait alors fermé 590 entreprises et mis sur le pavé 32 000 salariés alors que 8 usines seulement et 4300 personnes avaient fait grève.

Voilà pourquoi le DGB fait aujourd'hui un référendum auprès de la classe ouvrière, référendum qui n'est pas seulement dirigé contre l'abolition de l'article 116, mais aussi contre la pratique des lock-out massifs.

\* Et il y a du répondant à cette campagne?

— D'abord les salariés ont été assez sensibles aux résultats de la grève. Au départ, ils étaient un peu sceptiques et ne voyaient pas quelle issue pouvait avoir un tel conflit en période de crise. Mais après coup ils ont changé d'avis. La direction de l'IG-Metall a fait réaliser, par un institut de recherche auprès de l'opinion publique, un sondage pour son propre compte. La ques-

tion posée était: "Pour vous, les 38 h 30 représentent-elles seulement un premier pas ou marquent-elles la fin de l'action pour les 35 heures?" 63% des salariés et 70% des syndiqués ont répondu "Ce n'est qu'un premier pas." Mieux 50% des militants chrétiens-démocrates et 30% des libéraux pensaient de même.

On comprend dès lors que le gouvernement ait voulu à tout prix rendre plus difficiles les conditions d'une nouvelle grève sur la réduction du temps de travail.

Par ailleurs, en dépit de tous les pronostics défaitistes, les possibilités de manifestations n'ont pas été entamées par la grève. En octobre 1985, dix-sept villes ont encore réussi à mobiliser six cent mille personnes contre le chômage et les atteintes aux droits sociaux.

Mais ce qui est encore plus frappant c'est que l'IG-Metall ait réussi à populariser un thème aussi aride que celui de l'article 116. C'est impressionnant! Un sondage récent a montré que quatre cinquièmes des citoyens allemands estiment justifié, que les syndicats fassent grève pour réaliser les demandes des salariés. C'est absolument nouveau. Les années précédentes, la moitié seulement des sondés estimait les grèves justifiées. En plus, la moitié des personnes interrogées trouve les lock-out massifs illégitimes.

Propos recueillis par  
Raphaël Duffleaux

tes ... notes ... noi

Chili:

ENCORE DES ARRESTATIONS

A Santiago, les véhicules militaires patrouillent dans les rues. Tous les rassemblements sont interdits ou sévèrement contrôlés. Pendant quatre jours, du mardi 15 au vendredi 18 avril, la police et l'armée ont occupé les universités de la capitale. Ils ont chargé contre les étudiants qui manifestaient pour réclamer une démocratisation du système universitaire, en particulier, l'exclusion des recteurs nommés par la dictature.

Devant l'ampleur de la répression, l'Association des professeurs et le conseil des doyens ont protesté et apporté leur soutien aux manifestants. Plus de six cents étudiants ont été arrêtés au cours de ces journées. Deux cents restaient incarcérés, dimanche 20 avril.

Un livre d'Yves Lacoste:

# LE TIERS MONDE N'EST PAS UNE ÉVIDENCE

Lassé du peu de résultats de "l'aide au développement", échaudé par les faibles progrès des pays à économie socialisée, aigri par le lamentable spectacle de la gauche miterrandiste et colonialiste, le "tiers-mondisme" est en crise. Derrière son titre rébarbatif, le livre d'Yves Lacoste "Contre les anti-tiers-mondistes et contre certains tiers-mondistes" (La Découverte, Paris 1985) apporte bien des arguments utiles et suggestifs.

Car il faut bien l'admettre: ce qu'on appelle le "tiers-mondisme", englobant ainsi tous ceux qui se sont engagés en solidarité avec les peuples des pays sous-développés, s'est parfois contenté d'arguments simplistes. Yves Lacoste, auteur de nombreux travaux sur le tiers monde<sup>1</sup>, n'hésite pas à les démasquer, par exemple à propos de la famine et de la malnutrition. "Il n'est pas raisonnable de laisser croire et de répéter, en faisant fi pour la

circonstance des statistiques économiques, que la richesse des pays développés provient des prélèvements qu'ils effectueraient sur les pays du tiers monde. En effet, la valeur totale des produits agricoles et miniers exportés par les pays sous-développés (...) ne représente qu'une petite partie du montant total du PIB de l'ensemble des pays développés. Leur richesse provient fondamentalement de leur puissance industrielle et scientifique et

des activités du secteur tertiaire en fonction de leur marché intérieur." (p. 33).

### Une notion vide?

Faut-il en conclure, comme le font maintenant les anti-tiers-mondistes notamment en France<sup>2</sup>, que le tiers monde n'existe pas et que cette notion n'a pas de sens? Lancée au détour d'un article par Alfred Sauvy en 1952, la notion de "tiers monde" a connu une évolution, étroitement liée aux luttes sociales et aux contradictions de la décolonisation d'après-guerre, que retrace Lacoste. Elle exprimait d'abord, dans les années 50, le courant neutraliste des gouvernements fraîchement accédés à l'indépendance et en majorité bourgeois qui cherchaient à monnayer une aide au développement en se distanciant à la fois de Washington et de Moscou. L'échec de cette "troisième voie" est apparu dès les années 60: les mécanismes d'aide sont devenus un moyen d'intervention néo-coloniale et le décollage industriel de ces pays est demeuré très inégal et totalement tributaire de la technologie impérialiste. Les grandes luttes sociales des années 60 — et notamment la victoire de la révolution cubaine, la résistance tenace et pour finir victorieuse du peuple vietnamien et la critique de la direction chinoise à l'adresse du PC soviétique — ont donné au "tiers-mondisme" un caractère plus nettement anti-impérialiste. La possibilité d'une solution révolutionnaire à la crise du tiers monde apparaissait à portée de main.

Mais si, effectivement, la voie d'une économie socialisée permet dans l'immédiat de répartir sur l'ensemble de la

population (et non au seul profit de magnats du pétrole, de bourgeois industriels occidentaux ou de paysans riches) le revenu national d'un pays sous-développé, elle n'implique pas pour autant que ces pays connaissent un développement industriel rapide qui mette fin à des années de sous-développement. La Chine, à cet égard, est significative. Et les contradictions politiques qui en découlent ne sont pas moins graves: mesures autoritaires, guerres, etc. Ces contradictions et ces affrontements, auxquels les tiers-mondistes n'étaient pas préparés, ont provoqué "cette crise actuelle du tiers-mondisme". De là à déduire que le tiers monde n'existe pas, il y a cependant un pas, que Lacoste refuse de franchir.

### Complexité et traits communs du tiers monde

Toute la seconde partie du livre de Lacoste revient sur les caractères très divers et complexes de ce qu'on classe, trop facilement, dans le bloc "tiers monde". D'abord pour montrer que ces pays ont connu un relatif développement, mais inégal suivant les régions et les pays. L'industrialisation capitaliste des années 60 y a renforcé, dans certains pays importants, une bourgeoisie nationale étroitement liée aux intérêts impérialistes (qu'on pense à l'OPEP ou aux négociations de la dette par les gouvernements latino-américains). Mais ce développement relatif reste largement en deçà des besoins, élémentaires et nouveaux, créés par la croissance démographique et l'importation de produits industrialisés. La "distorsion entre une très rapide croissance démographique et la lenteur de la crois-

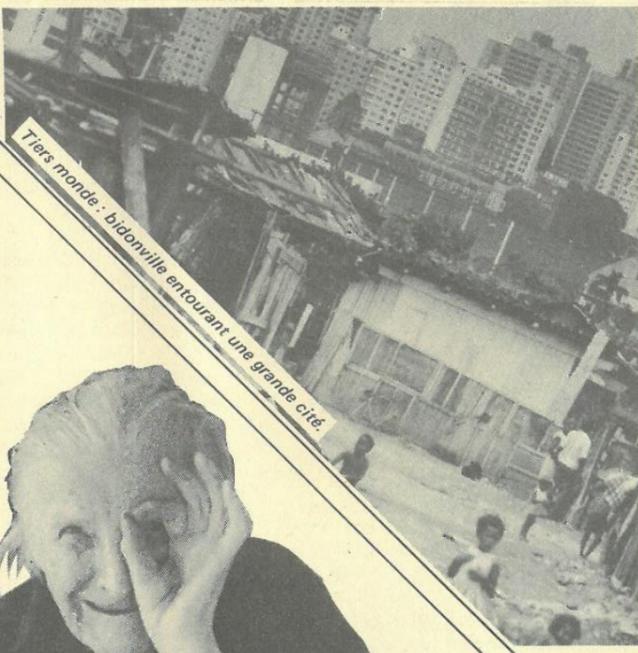
sance des ressources dont dispose effectivement la grande masse de la population", trait commun à l'ensemble du tiers monde, ne provoque pas seulement un écart avec les pays industrialisés, mais "un déséquilibre interne à chaque Etat et chaque région du tiers monde, aggrave, bouleverse des conditions d'existence qui étaient déjà mauvaises". (p. 94). Ainsi "les pays du tiers monde connaissent une sorte de 'télescopage' de différentes phases de formation des besoins qui étaient apparus successivement dans les pays développés". (p. 96).

On lira avec intérêt le "tableau récapitulatif" que dresse Lacoste, à l'appui de sa démonstration, sur la croissance des pays du tiers monde de 1960 à 1982 et qui en donne une compréhension plus adéquate que les arguments simplistes des anti-tiers-mondistes ou de certains tiers-mondistes.

Rivière

1. *Unité et diversité du tiers monde* (Hérodote 1980). *La géographie, ça sert d'abord à faire la guerre* (Maspero 1976). *Géographie du sous-développement* (PUF 1965) etc.

2. Le livre de P. Bruckner *Le sanglot de l'homme blanc*, très superficiel et repris par les media de droite, a lancé le débat. Mais bien des arguments en ont été repris par des tiers-mondistes comme Médecins sans frontière.



Tiers monde: bidonville entourant une grande cité.



**ALLEZ-Y VOIR VOUS-MÊMES !**

### GENÈVE

Uni II, hall central, 24, rue du Général-Dufour du ma 14 au sa 31 mai, de 8h à 22h, sa de 8h à 13h (di fermé): expo — photos *Peuple sahraoui, peuple défi*, organisée par le Comité de soutien au peuple sahraoui à l'occasion des dix ans de la République arabe sahraouie démocratique. Dans les camps de réfugiés de Tindouf, le peuple sahraoui a choisi de prendre lui-même son sort en main. Ces photos témoignent de cette réalité.

Théâtre Saint-Gervais, MJC, 5, rue du Temple du ma 20 au sa 31 mai, 20h30, je à 21h (relâche di et lu): *Robert Kreis*, dans "Ihr, Ich und das Pianola II", spectacle polyglotte. Production Théâtre Pluriel. (022) 32 20 60.

Au 7e de Saint-Gervais, 5, rue du Temple du ma 21 au sa 31 mai, 21h (relâche di et lu): *Plaisanteries en un acte*, de Tchekhov. Loc.: (022) 32 20 60 et Migros, rue du Prince.

Sud des Alpes, 10, rue des Alpes à 21h. je 15 mai: *Atelier West-Coast*. ve 23 mai: *Annick Nozati — Fred Van Hove Duo*. sa 24 mai: *SMAC (Siron — Massy — Autin — Cerf)*. Org. AMR.

Comédie de Genève, 6, bd des Philosophes du ma 13 au sa 31 mai, 20h, je à 19h: *Par-dessus le monde le chant du muezzin*, spectacle de Jacques Probst et Maurice Magnoni. Loc. (022) 20 50 01.

### BIENNE

Palais des Congrès ma 20 mai, 20h30: *Claude NOUGARO*, et le Trio Vander/Michelot/Lubat. Org.: L'Oreille-Art. Loc.: Bienne, Lollypop; Neuchâtel, Lollypop; Delémont, Lollypop; Lausanne, Graffiti.

### FRIBOURG

La Spirale, 39, Petit-Saint-Jean ve 23 mai, 21h: *Focus* (jazz moderne). sa 24 mai, 21h: soirée dansante.

### YVERDON

ma 13, me 14 mai, 20h30: Le Théâtre de l'Éphémère présente *Labyrinthes imaginaires*, textes de Franz Kafka, Dino Buzzati, Jorge Luis Borges. Fr. 15.—, ét., appr., Fr. 10.—. (024) 21 47 74. je 22, ve 23, sa 24, 20h30: *Le Cabaret Chaud 7* dans "La cage aux flics". Fr. 20.—. 024/ 21 47 74. di 25, lu 26, ma 27, 20h30: le créateur du FLO (Front de libération de l'oreille), le chanteur et

poète belge *Julos Beaucarne*. Fr. 15.—. Théâtre municipal me 28 mai, 20h30: *Gilles VIGNEAULT*. Fr. 25.— (ouverture des portes 19h45). Loc.: Office du tourisme (024) 21 01 21 et Echandole (024) 21 47 74. Org.: L'Echandole.

### LAUSANNE

Cinémathèque, Casino de Montbenon En mai: hommage à *Luchino Visconti*, et d'autres films italiens de Rosi, Comencini... Hommage à *Mrinal Sen*, cinéaste indien. Films d'*Alfred Hitchcock*. Films de *Stanley Kubrick*, dont "Spartacus", je 15 mai, 18h30; sa 24 mai, 20h30 et ve 30 mai, 15h. (021) 20 93 46.

Galerie Basta, 4, Petit-Rocher (Chauderon) du ve 9 mai au sa 7 juin: *Alain Benoit / Dessins*.

Théâtre Boulimie, place Arlaud jusqu'au sa 24 mai, 20h45 (relâche di et lu): *Petites comédies du vice (et autres drames de la vertu)*, d'Eugène Chavette. Loc.: (021) 22 97 00.



N... comme Nestlé:

## Le profit avant la vie

Nestlé, première multinationale alimentaire du monde, a réalisé en 1985 un chiffre d'affaires consolidé de 42,2 milliards de francs. Une progression de 35,6 o/o par rapport à l'année précédente. Le bénéfice net, lui, a atteint 1,75 milliard, soit une croissance de 17,7 o/o. En dix ans, son chiffre d'affaires a doublé.

Fleuron des trusts helvétiques, Nestlé est également exemplaire des méthodes commerciales utilisées pour percer toujours plus sur les marchés. Un ouvrage<sup>1</sup> vient de paraître qui en éclaire quelques aspects. Dû à la plume minutieuse du journaliste Jean-Claude Buffle (qui n'a rien d'un pourfendeur du grand capital vu qu'il se sent proche d'un libéral au sens américain du terme), il retrace toute la controverse sur le lait artificiel pour nourrissons, ayant valu à Nestlé un célèbre boycott. Une controverse qui, malheureusement, reste d'actualité.

1885: c'est la première fois que des scientifiques dénoncent les dangers du lait artificiel. Des enquêtes de cette époque révèlent "des taux de mortalité infantile près de sept fois supérieurs en 1885-1886, de six fois supérieurs en 1895-1896 et de quatre fois

ment artificiel. A l'époque les médecins ne comprennent pas exactement les causes, mais "savent d'expérience que les enfants nourris artificiellement sont beaucoup plus souvent frappés de diarrhées et d'atrophie infantile", un syndrome de carence alimen-

### PROMOTION EN BLOUSE BLANCHE

"Puisque 93% des bébés continuent d'être nourris avec la marque de lait qu'ils ont reçue en quittant la maternité, les fabricants s'efforcent de remettre un échantillon de leurs produits aux jeunes mères qui retournent à la maison. (...) En 1976, aux Philippines, le total des échantillons gratuits distribués aux mères atteint 1,1 million de boîtes par an, soit 7% des ventes totales de lait pour nourrissons. (...) "

"Dans les régions reculées du tiers monde, les maternités, les médecins et les infirmières sont rares. Le principal véhicule promotionnel des fabricants de lait pour nourrissons leur fait donc partiellement défaut. De plus, la consommation de lait et l'usage de biberons n'entrent pas nécessairement dans les traditions alimentaires de ces régions. Il faut donc y convertir les mères, et imaginer pour cela des formes adéquates de publicité. (...) Aussi, les fabricants de lait pour nourrissons décident, puisque les femmes des régions désertées ne

vont pas dans les maternités, que les maternités iront à elles. Les milk nurses, les "infirmières du lait", sont nées. (...) "

"Dès les années 60 leur rôle commercial est prépondérant au point qu'elles sont parfois rémunérées en proportion de leurs ventes. Parfois aussi elles ne sont que de simples vendeuses, sans aucune formation médicale, mais revêtues pourtant d'un uniforme d'infirmière. Et elles quittent le cadre hospitalier pour faire la tournée des bidonvilles et des villages de brousse. (...) "

"Dans les villages de la brousse africaine, où les mères allaitaient bien, des médecins et des infirmières voient surgir biberons et lait en poudre, avec des conséquences désastreuses pour les nouveau-nés. Un spécialiste américain trouva des boîtes de lait en poudre même dans des villages reculés de l'Himalaya, à quinze jours de marche de toute route carrossable. (...) "

(Extraits de N... comme Nestlé)

supérieurs en 1906 chez les enfants nourris au biberon plutôt qu'au sein". Tels sont les résultats de données récoltées à Berlin.

D'autres études suivront et confirmeront les dangers de l'allaitement

taire qu'on nommera plus tard marasme (...). Ces taux de mortalité sont à mettre en rapport avec les bouleversements sociaux provoqués par la révolution industrielle: urbanisation anarchique, quartiers de taudis, hygiène défi-

ciente et exploitation du travail des femmes en usine, ce qui les empêchera de nourrir leurs enfants au sein. D'où le recours au lait artificiel... et ses conséquences mortelles lorsqu'il est utilisé en dehors de conditions hygiéniques et de stérilité très strictes.

Dès la fin du siècle passé donc, on s'était rendu compte que "sauf dans les rares cas de femmes qui ne peuvent pas nourrir au sein, (le lait artificiel) n'offre aucun avantage médical. Il présente, au contraire, même dans des conditions d'hygiène satisfaisantes, des inconvénients mesurables". Mais qu'importe la vie, pourvu que les profits suivent...

Après la Deuxième Guerre mondiale, les multinationales de l'alimentation, Nestlé en tête, se ruent sur les marchés du tiers monde. Et le massacre allait s'amplifier.

### "Une forme criminelle de sédition"

Les multiples mises en garde des pédiatres ne freineront en aucun cas l'appétit des transnationales. Une spécialiste de la nutrition infantile sous les tropiques, la Dr Cicely Williams, avait pourtant prononcé en 1939 une conférence justement intitulée *Lait et Meurtre*. Elle déclarait alors: "(...), quand je vois jour après jour ce massacre des innocents que cause une alimentation inadéquate, alors vous penseriez avec moi, je crois, qu'une propagande erronée en matière de nutrition infantile devrait être punie comme la forme la plus criminelle de sédition, et que ces morts devraient être considérées comme des meurtres." Cicely Williams s'en prenait déjà aux méthodes promotionnelles des grands fabricants.

Ce qui devait arriver, arriva. Avec la promotion débridée (voir encart) pour le lait de substitution, on observe un recul de l'allaitement maternel dans les pays en voie de développement et, corollaire inévitable, des taux de mortalité en augmentation chez les enfants nourris artificiellement. En 1973 une étude concernant le Chili montre que les taux de mortalité sont deux à trois fois plus élevés chez les enfants allaités au biberon. Une nouvelle maladie apparaît: la "maladie du biberon". Or, à ce moment-là, les

recherches médicales ont prouvé les vertus immunologiques du lait maternel. Ainsi le lait de substitution, en plus de présenter des risques d'infection inexistant avec l'allaitement au sein, est totalement dépourvu des agents protecteurs abondant dans le lait maternel. Les fabricants le savent parfaitement, mais ils continuent leur sinistre commerce.

### Trois millions de victimes

En 1968, nouveau cri d'alarme. Le professeur Derrick Jelliffe (expert mondialement connu en pédiatrie et en nutrition infantile sous les tropiques) signale que "le marasme (maladie de carence induit par l'allaitement au biberon, réd.) accompagné de diarrhées constitue désormais dans les Caraïbes la principale cause de décès chez les jeunes enfants". Six ans plus tard, la vénérable Assemblée mondiale de la santé désigne dans le recul de l'allaitement maternel "un facteur important de malnutrition et de mortalité infantile". Devant une sous-commission sénatoriale américaine de la santé, présidée par Edward Kennedy, Derrick Jelliffe estime le 23 mai 1978: "Nous avons calculé que si l'allaitement maternel pouvait être restauré dans les pays en voie de développement (...) quelque dix millions de bébés par an pourraient être protégés de la diarrhée et du marasme."

Derrière ces dix millions de bébés — dont trois millions mourront — se cachent des paramètres économiques: taux de croissance annuelle de 15% à 20% des ventes de lait pour nourrissons dans le tiers monde, des taux de profit tournant autour des 20% à 25%... Quatre firmes se partagent le marché<sup>2</sup>, mais Nestlé est de loin la première. A elle seule, elle contrôle un tiers du marché mondial et 45% à 50% du marché du tiers monde. Son chiffre d'affaires annuel dans ce secteur atteint 350 millions de dollars pour les pays en voie de développement, 500 millions pour l'ensemble de la planète. Uniques statistiques qui parviennent jusqu'au hall capitonné du conseil d'administration de Vevey.

### Le massacre continue

Finalement le scandale éclatera avec la célèbre brochure *Nestlé*

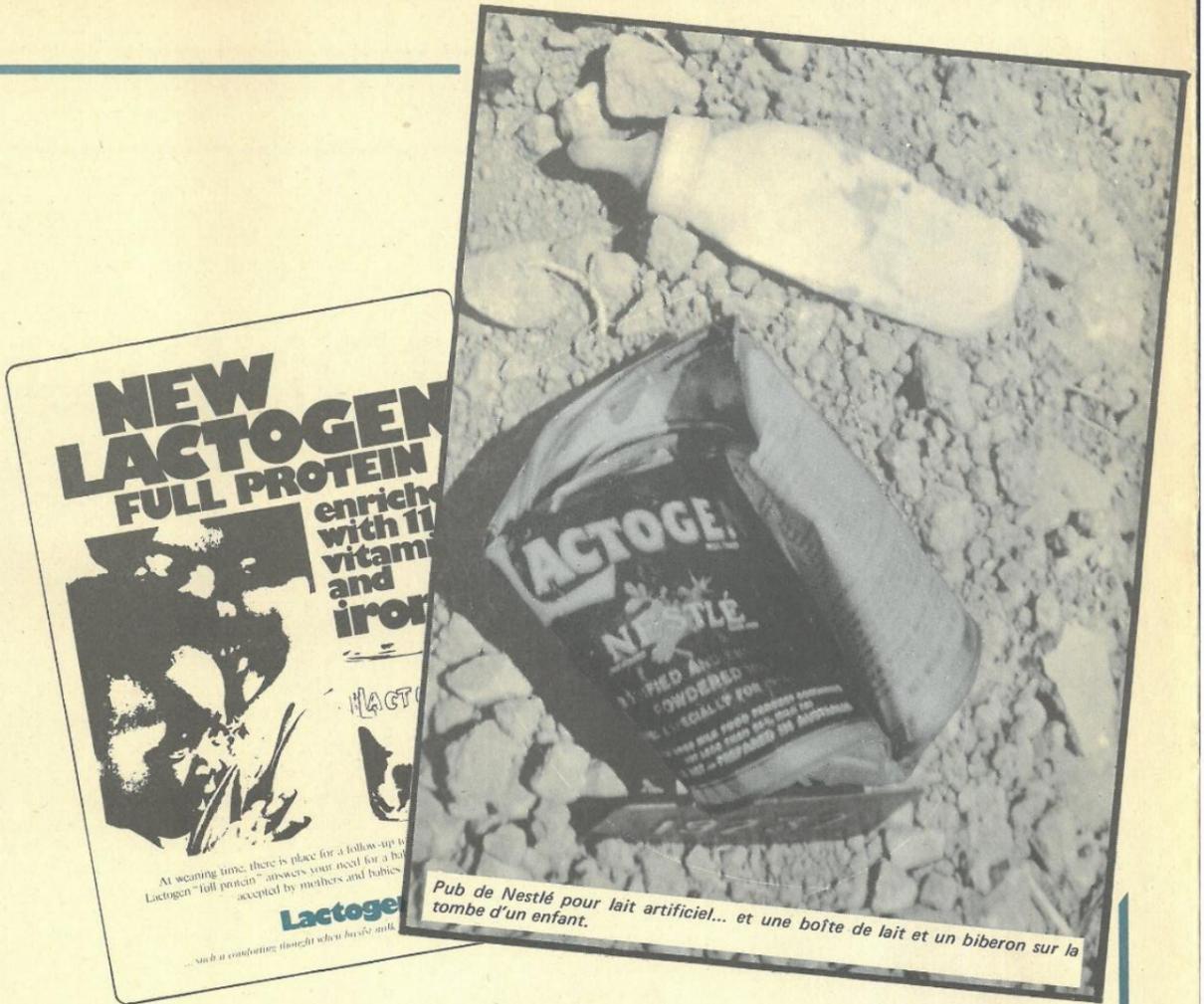
tue les bébés, publiée par le Groupe de travail tiers monde de Berne. Nestlé lui collera un procès pour diffamation. Mais aux Etats-Unis, une organisation des milieux religieux et tiers-mondistes, l'INFACT, lance un retentissant boycott contre les produits Nestlé aussi longtemps que cette dernière s'obstine à maintenir ses méthodes criminelles de vente de lait au tiers monde. S'engage alors une bataille (que Jean-Claude Buffle décrit dans le détail) au cours de laquelle le trust helvétique utilise tous les coups bas: "flics privés, médecins véreux, documents trafiqués, chantages et subornation de chercheurs, menaces et manipulation de gouvernements, supercheres et fausses promesses..."

En octobre 1984 enfin, les boycotteurs obtiennent de Nestlé son engagement à respecter le code de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) sur la nutrition pour nourrissons. Le boycott est levé. Mais l'automne suivant, l'INBC (Comité international de boycott de Nestlé) ainsi que l'IBFAN (Réseau international de groupes pour l'alimentation infantile) publient les résultats d'une nouvelle enquête menée dans dix pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. Elle prouve que les fabricants, Nestlé y compris, continuent de violer le code de l'OMS. Certes les pratiques de promotion les plus scandaleuses ont disparu. Mais les ventes de laits artificiels prolifèrent néanmoins. Au mépris de certaines règles élémentaires établies par l'OMS et acceptées publiquement par Nestlé. "En 1978, les ventes de lait pour nourrissons dans le tiers monde représentaient 600 millions de dollars. Depuis 1983, elles dépassent deux milliards de dollars" signale Jean-Claude Buffle à la fin de son bouquin. Sous ces deux milliards, combien de victimes du lait de substitution?

P. Girardet

1. Jean-Claude Buffle. *N... comme Nestlé*. Editions Alain Moreau, 1986, 460 pages. Toutes les citations et données de cet article sont tirées de cette étude remarquablement documentée.

2. Les trois autres firmes sont américaines: Ross-Abbott, Mead-Johnson-Bristol-Myers et Wyeth-American Home Products.



Pub de Nestlé pour lait artificiel... et une boîte de lait et un biberon sur la tombe d'un enfant.